

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance  
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre  
Les médias occidentaux dans leurs larges majorités ont de tout temps accepté les versions de l'armée  
israélienne et ferment les oreilles aux autres sources.

# Journal de Palestine

## Dossier

N° 479 du 01.09

Par C. De Broeder et M. Lemaire

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog :

<http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : [www.palestine-solidarite.org](http://www.palestine-solidarite.org) à cette adresse : [http://www.palestine-solidarite.org/Journaux\\_Palestiniens.htm](http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm)

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : [fa032881@skynet.be](mailto:fa032881@skynet.be)

## Sommaire

### Tiré a part

Abbas ne renouera pas le dialogue sans gel des colonies juives.

### 1 Les brèves

1-1 L'archevêque sud-africain, Desmond Tutu, a évoqué la comparaison entre l'occupation israélienne et l'origine de l'apartheid,

1-2 Pour les États-Unis, les négociations passent avant le gel des colonies.

1-3 Les Etats-Unis ont paru lâcher du lest.

1-4 Barack Obama tente de relancer les négociations aux Etats-Unis.

1-5 Difficile reprise des négociations sur le processus de paix israélo-palestinien

1-6 A Ramat Migron, en Cisjordanie, les "jeunes des collines" sont aux avant-postes

1-7 Israël et les Etats-Unis n'ont pas trouvé d'accord sur le gel de la colonisation

1-8 Mystification israélienne

1-9 Sarkozy, Obama et le Proche-Orient

1-10 Règles d'entrée en Israël ... ? : Nouvelles procédures en Israël ...

1-11 Chérif BOUDELAL : Nicolas Sarkozy, Israël et la Palestine

1-12 Israël: l'Europe a "entendu" une explosion.

1-13 Le Hamas bricole les réparations à Gaza face au blocus israélien.

1-14 Un International arrêté à Beit Ommar lors d'une manifestation contre l'expansion de la colonie de Karnei Tsur.

### 2 Dossier

2-1 Esam Al-Amin : Elections du Fatah : Des Chefs de la Sécurité Formés par la CIA élus à la Direction Palestinienne ... Que s'est-il Réellement Passé ?

2-2 Pascal Boniface : Proche-Orient : Cessons d'être fatalistes, les lignes bougent!

2-3 Faris Giacaman : Parlons-en ! L'industrie de la "paix" au Moyen-Orient.

2-4 Erika Solomon : Dans une colonie israélienne, des stages antiterroristes... pour touristes.

2-5 Israël et les Palestiniens s'accusent d'entraves aux pourparlers.

2-6 Un rapport des Nations Unies décrit les effets dévastateurs du blocus israélien à Gaza.

2-7 Appel à l'arrêt immédiat de la Mission de l'EUBAM-Rafah. (1).

2-8 Frank Weil-Raubaud : Conversations diplomatiques sur la colonisation.

2-9 Mauro Manno : Lettre d'un historien Italien à son Président.

3 Déclaration, [courrier des lecteurs](#) & témoignage

3-1 Amira Al Karem : de Gaza, à la Cour Pénale Internationale de la Haye.

3-2 Amira AL KAREM, déposera plainte le 31 août prochain devant la Cour Pénale Internationale.

3-3 Jean-Marie : Je suis trop dur ou j'appelle simplement un chat, un chat ?

---

## Tiré a part

### Abbas ne renouera pas le dialogue sans gel des colonies juives.

Le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, refusera toute invitation américaine à reprendre les discussions de paix avec Israël tant que Washington n'aura pas convaincu l'Etat juif de geler totalement la colonisation en Cisjordanie et à Jérusalem-Est.

Nabil Chaath, proche conseiller de Mahmoud Abbas, a déclaré lundi à des journalistes étrangers réunis à Ramallah (Cisjordanie) que cet engagement sur un gel total, sans tolérance aucune, ainsi que sur l'établissement d'un Etat palestinien indépendant entraînerait le retour des Palestiniens à la table de négociations.

Prié de dire quelle serait la réaction de l'Autorité palestinienne si Barack Obama lui demandait de reprendre les discussions sur la base d'un seul gel "limité" de la colonisation, Nabil Chaath a répondu : "Je dirais, M. Obama, nous vous aimons bien (...) mais je suis désolé, cela n'est pas suffisant pour que nous relançons le processus de paix."

Interrogé par la chaîne Al Djazira sur une éventuelle rencontre avec le chef du gouvernement israélien Benjamin Netanyahu lors de l'assemblée générale de l'Onu autour du 23 septembre, Abbas a affirmé : "S'il n'y a pas un gel de la colonisation et si Israël n'adopte pas une position claire sur ce sujet, cela (la rencontre) ne pourra pas avoir lieu."

Benjamin Netanyahu, à qui le président américain a demandé le gel total de la colonisation, cherche à obtenir un accord sur la poursuite des constructions à Jérusalem-Est, l'achèvement des projets en cours et la prise en compte de la "croissance naturelle" des colonies existantes.

Chaath a exclu l'idée d'accepter des dérogations à ce gel des colonies telles que celles que le Premier ministre israélien cherche à obtenir.

Nabil Chaath a également estimé que les Palestiniens avaient rempli leurs engagements prévus par la "feuille de route" de 2003, y compris en réduisant les violences contre Israël, mais que l'Etat hébreu n'a pas tenu les siens, notamment en élargissant les colonies en Cisjordanie et à Jérusalem-Est.

"Un gel total des implantations et un engagement pour un Etat palestinien nous ramèneraient immédiatement à la table de négociations", a-t-il dit.

( Lundi, 31 août 2009 - Avec les agences de presse )

<http://www.aloufok.net:80/spip.php?article840>

<http://www.aloufok.net:80/spip.php?article840>

---

## 1 Les brèves

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

1-1 L'archevêque sud-africain, Desmond Tutu, a évoqué la comparaison entre l'occupation israélienne et l'origine de l'**apartheid**, un mot qui n'est pas forcément au débat, a-t-il dit, même s'il voit des parallèles entre les deux situations. " *Il y a des parallèles. Quand des gens sont expulsés de leur maison, cela me rappelle ce qui s'est passé chez nous. Mais la chose la plus importante est de ne pas perdre l'espoir* ". ".....

[http://www.rfi.fr/actufr/articles/116/article\\_84060.asp](http://www.rfi.fr/actufr/articles/116/article_84060.asp)

---

## 1-2 Pour les États-Unis, les négociations passent avant le gel des colonies.

Vendredi 28 août 2009

" Pour les États-Unis, le gel de la colonisation dans les Territoires n'est pas une condition sine qua non à l'ouverture de négociations de paix. Mais les Palestiniens, eux, exigent le gel total de la colonisation avant la reprise du dialogue.

<http://www.france24.com/fr/20090828-israel-territoires-palestiniens-etats-unis-us-netanyahou-colonies-negociations-paix>

---

## 1-3 Les Etats-Unis ont paru lâcher du lest.

Les Etats-Unis ont paru lâcher du lest sur la question de la colonisation juive dans les Territoires occupés, indiquant qu'un gel total des activités de construction ne représentait pas une condition préalable à une reprise des négociations de paix avec les Palestiniens. "..... Lire la suite  
<http://www.tdg.ch/actu/monde/proche-orient-palestiniens-veulent-bien-etats-arabes-2009-08-27>

---

## 1-4 Barack Obama tente de relancer les négociations aux Etats-Unis.

Barack Obama tente de relancer la semaine prochaine des négociations aux Etats-Unis. Mais le premier ministre israélien Benjamin Netanyahu refuse de "geler" la colonisation. Explications du ministre Daniel Hershkowitz, de passage à Genève. Edifiant.

[http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2009/08/27/difficile-reprise-des-negociations-sur-le-processus-de-paix-israelo-palestinien\\_1232460\\_3218.html#ens\\_id=1228030](http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2009/08/27/difficile-reprise-des-negociations-sur-le-processus-de-paix-israelo-palestinien_1232460_3218.html#ens_id=1228030)

---

## 1-5 Difficile reprise des négociations sur le processus de paix israélo-palestinien

LE MONDE | 27.08.09

.....

" Le premier ministre israélien s'est fait l'avocat des colons qui, a-t-il expliqué, doivent pouvoir mener "une vie normale" : ils ont besoin de "jardins d'enfants et de maisons pour leurs familles". Cette référence à une "vie normale" représente un glissement sémantique : jusque-là, les responsables israéliens parlaient de "croissance naturelle", c'est-à-dire démographique. Pour les Palestiniens et plusieurs organisations non gouvernementales, l'une ou l'autre appellation ne vise rien d'autre qu'une colonisation déguisée "... Lire la suite

[http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2009/08/26/a-ramat-migron-en-cisjordanie-les-jeunes-des-collines-sont-aux-avant-postes\\_1232053\\_3218.html](http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2009/08/26/a-ramat-migron-en-cisjordanie-les-jeunes-des-collines-sont-aux-avant-postes_1232053_3218.html)

---

## 1-6 A Ramat Migron, en Cisjordanie, les "jeunes des collines" sont aux avant-postes

LE MONDE | 26.08.09

[http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2009/03/18/a-jerusalem-est-le-quartier-al-boustan-s-organise-contre-sa-destruction-annoncee\\_1169492\\_3218.html](http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2009/03/18/a-jerusalem-est-le-quartier-al-boustan-s-organise-contre-sa-destruction-annoncee_1169492_3218.html)

---

## 1-7 Israël et les Etats-Unis n'ont pas trouvé d'accord sur le gel de la colonisation

LEMONDE.FR avec AFP | 26.08.09

[http://www.info-palestine.net/article.php3?id\\_article=7167](http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=7167)

---

## 1-8 Mystification israélienne

<http://blog.lefigaro.fr/geopolitique/2009/08/sarkozy-obama-et-le-proche-ori.html>

---

## 1-9 Sarkozy, Obama et le Proche-Orient

Par [Pierre Rousselin](#) le 26 août 2009

Nicolas Sarkozy a nommé la conseillère UMP de Paris Valérie Hoffenberg représentante spéciale de la France pour la dimension économique, culturelle, commerciale, éducative et environnementale du processus de paix au Proche-Orient, a annoncé mercredi l'Élysée. Également directrice pour la France de l'American Jewish Committee, une association juive très influente aux États-Unis, Valérie Hoffenberg sera notamment chargée de prendre "toutes les initiatives concrètes" susceptibles de créer "un climat favorable à la paix dans les domaines économique, culturel, éducatif et environnemental", indique la lettre de mission du chef de l'État.

Comme le rappelle le courrier de Nicolas Sarkozy, rendu public par la présidence, Valérie Hoffenberg a notamment participé à Bethléem (Cisjordanie) à la création d'un parc industriel réunissant entreprises publiques et privées. Ce projet montre que "le développement économique est une composante essentielle du processus de paix dans la région", indique Nicolas Sarkozy. "Vous avez également montré qu'il est possible de faire avancer des projets concrets entre Israéliens et Palestiniens", ajoute-t-il. La représentante spéciale sera placée sous l'autorité du ministre des Affaires étrangères Bernard Kouchner.

<http://www.lepoint.fr/actualites-monde/2009-08-26/proche-orient-nicolas-sarkozy-nomme-une-representante-speciale-pour-l-economie/924/0/371549>

---

## 1-10 Règles d'entrée en Israël ... ? : Nouvelles procédures en Israël ...

Obama vient de faire les gros yeux : les nouvelles règles d'entrée en Israël et en Cisjordanie édictées par le gouvernement israélien ne respectent pas le droit. Ce qui était jusqu'ici officieux, est en effet devenu officiel, et un pas de plus est franchi pour empêcher la libre circulation des étrangers (dont les travailleurs humanitaires) et des Palestiniens.

Jusqu'à maintenant Israël refoulait à la tête du client et sans donner de justification les étrangers soupçonnés de vouloir entrer dans les territoires occupés.. Les noms à consonnance arabe étant, bien entendu, les premiers visés, vu le racisme institutionnalisé de cet Etat.

Et on ne parle pas ici de la Bande de Gaza, fermée depuis 5 ans à l'immense majorité des étrangers, mais aussi des Palestiniens.

Le ministre israélien de l'intérieur vient d'annoncer une nouvelle règle "du jeu" (auquel se prêtent sans broncher tous nos gouvernements depuis de longues années !).

Désormais, les Palestiniens et les étrangers (qu'ils viennent d'Europe, des Etats-Unis ou d'ailleurs, qu'ils fassent partie d'équipes médicales, humanitaires ou pas) qui auront réussi à passer en Cisjordanie, ne pourront pas mettre les pieds en Israël !

Et pour avoir une chance de rentrer en Cisjordanie, ils devront bien sûr obtenir l'autorisation d'Israël, mais uniquement par le passage du Pont Allenby, c'est à dire en passant par la Jordanie et non par l'aéroport de Tel Aviv.

Cette annonce officialise une mesure déjà actée sans tambour ni trompette, depuis 3 mois. Les étrangers et les Palestiniens qui ont le droit d'entrer en Cisjordanie par Amman (parce qu'ils y travaillent, y ont une mission validée par Israël, ou de la famille), se voient apposer un tampon sur leur passeport "Autorité Palestinienne uniquement".

Ce qui veut dire, notamment, interdiction de se rendre à Jérusalem-Est considérée comme Israël, et dans tout le reste du pays.

Quant aux étrangers qui arrivent par l'aéroport Ben Gourion, proche de Tel Aviv, s'ils ne sont pas carrément refoulés pour délit de faciès ou prénom qui n'a pas l'heure de plaire, ils doivent désormais (en plus des fouilles et interrogatoires racistes interminables) signer un engagement à ne pas mettre les pieds dans les territoires palestiniens durant la totalité de leur "séjour en Israël".

Cette nouvelle réglementation est une violation patente des accords d'Oslo par Israël, à l'égard des gouvernements occidentaux dont les citoyens doivent pouvoir obtenir l'accès permanent aux territoires occupés. Que va-t-il se passer ? Quelques protestations pour la forme ?

Le ghetto palestinien de plus en plus hermétique, en violation de toutes les lois. Et pendant ce temps, nous allons continuer à laisser entrer dans nos pays, sans la moindre entrave, tous les criminels de guerre israéliens, tous les produits illégaux "made in Israël", en provenance des colonies israéliennes dans les territoires palestiniens ?

[http://l-idiot-provincial.e-monsite.com/blog\\_obama-vient-de-faire-les-gros-yeux-les-nouvelles-regles-d-entree-en-israel-et-en-cisjordanie-edictees-par-le-gouvernement-israelien-ne-respectent-pa,161991.html](http://l-idiot-provincial.e-monsite.com/blog_obama-vient-de-faire-les-gros-yeux-les-nouvelles-regles-d-entree-en-israel-et-en-cisjordanie-edictees-par-le-gouvernement-israelien-ne-respectent-pa,161991.html)

---

## 1-11 Chérif BOUDELAL : Nicolas Sarkozy, Israël et la Palestine

A l'occasion de la visite de l'émissaire US, le 26 août 2009, le président de la République française, Nicolas Sarkozy, a déclaré ceci : « *Je souhaite que la rencontre, aujourd'hui même, entre le premier ministre d'Israël et l'envoyé du président des Etats-Unis débouche enfin sur un gel précis et complet de la colonisation et une relance de la négociation* », et ce dans un discours prononcé, à l'Elysée, devant les ambassadeurs étrangers.

Auparavant, en juin dernier, il avait exprimé le même souhait au premier ministre israélien, Netanyahu ; en plus de l'extension des colonies, il a estimé que la présence au gouvernement [du fasciste], Avigdor Lieberman, ministre des affaires étrangères, pose problème à la paix entre Palestiniens et Israéliens.

Quelques remarques :

- 1) Le président français ne remet pas en cause les colonies existantes
- 2) Il ne rappelle pas à Israël qu'il existe des résolutions de l'ONU qu'il faut appliquer à la lettre
- 3) Il ne dénonce pas l'encouragement du gouvernement israélien aux colons qui investissent les propriétés palestiniennes et agressent leurs propriétaires sous la protection de ses soldats
- 4) Il ne dénonce pas non plus la profanation des lieux saints musulmans de Jérusalem
- 5) Le président français ne rappelle pas au premier ministre israélien que le blocus de Gaza, qui consiste à affamer ses habitants, est contraire aux droits internationaux, voire il constitue un crime contre l'humanité.
- 6) Enfin, le président français sait très bien qu'Israël se moque des critiques, et tant que les Etats membres de l'ONU n'exercent pas des sanctions concrètes contre lui il ne cèdera pas d'un iota.

**Ceci dit, les discours n'ont rien fait avec Israël depuis plus de 60 ans. La paix en Palestine historique exige que les Etats membres des organisations internationales passent aux actes.**

Ce qui est demandé au président français, et tous les autres, c'est de joindre les critiques aux sanctions pour obliger Israël à poser ses pieds sur terre et respecter toutes les résolutions internationales. Sans cela, toute déclaration n'est pas crédible par les communs des mortels, sauf par ceux qui veulent tromper le monde pour maintenir le statut quo d'Israël et prolonger la souffrance du peuple palestinien; mais aussi pour continuer à imposer à leurs peuples de payer, moralement, financièrement et matériellement la politique de l'apartheid de l'Etat israélien en subissant, en plus, l'arrogance, voire l'humiliation de ses dirigeants.

[Changement d'atmosphère chez les jeunes de Ramallah?]

Chérif BOUDELAL

27 août 2009

Jerusalem Post, 24 août 2009

<http://www.aloufok.net/spip.php?article828>

---

## 1-12 Israël: l'Europe a "entendu" une explosion.

Les scientifiques israéliens ont fait exploser mercredi dans le désert une bombe de 81 tonnes dans le cadre d'une expérience de contrôle des différents types d'explosions, annoncent les médias étrangers. L'explosion a provoqué des ondes sonores de basse fréquence enregistrées et mesurées dans certains pays européens, a déclaré le spécialiste de l'Institut géochimique israélien Rami Hofstetter.

Selon M.Hofstetter, cette expérience permettra aux scientifiques de mieux comprendre la nature de la propagation des ondes dans l'atmosphère, ainsi que de corriger le réseau international de leur monitoring. Ce réseau peut enregistrer différentes vibrations atmosphériques, des éruptions volcaniques aux essais nucléaires.

26/08/2009

<http://fr.rian.ru>

<http://www.alterinfo.net/notes/>

---

## 1-13 Le Hamas bricole les réparations à Gaza face au blocus israélien.

Face au maintien du blocus israélien, notamment sur les matériaux de construction, le Hamas a entrepris de procéder à des réparations de fortune des infrastructures détruites par Tsahal lors de son offensive à Gaza en décembre et janvier derniers.

Le mouvement islamiste fait venir ciment et goudron d'Egypte via le réseau de tunnels passant sous la frontière et a commencé à réparer des routes et autres infrastructures, même si ce bricolage ne représente qu'une goutte d'eau dans l'océan par rapport à l'ampleur des destructions.

A Khan Younès, dans le sud de la bande de Gaza, les ouvriers ont fini la semaine dernière de réparer une route dont la chaussée s'était effondrée l'an dernier sous les inondations. L'entrepreneur Djehad al Fara a fait venir le bitume d'Egypte, un long processus qui a doublé le coût des travaux.

L'importation de bitume est interdite via les points de passage avec Israël depuis la prise de pouvoir du Hamas à Gaza, à la mi-juin 2007, tout comme celle des autres matériaux de construction qui pourraient aider le mouvement islamiste à fortifier ses positions.

"Nous nous efforçons de contourner le blocus. Les matériaux manquent mais un petit rien vaut mieux que rien du tout", explique Fara.

Plus de quatre milliards de dollars ont été promis par la communauté internationale pour la reconstruction de Gaza mais l'essentiel de cette aide est bloquée par Israël, qui exige la libération préalable du soldat Gilad Shalit, otage du Hamas depuis trois ans, pour la laisser entrer à Gaza.

De leur côté, les pays donateurs ne veulent pas livrer leur aide directement entre les mains du Hamas, mis en quarantaine par la communauté internationale pour son refus de traiter avec Israël, et souhaitent avoir affaire à une direction palestinienne réunifiée sous l'égide du président Mahmoud Abbas.

A Gaza-ville, des ouvriers repavent la rue principale, détruite depuis quatre ans, en utilisant du ciment acheminé par le Hamas via les tunnels sous la frontière égyptienne. Lors du conflit de l'an dernier, on comptait 3.000 tunnels. Tsahal en a détruit un bon nombre et les forces sécurité égyptiennes en ont inondé ou fait sauter d'autres, mais il en reste encore des centaines opérationnels.

L'offensive israélienne contre le Hamas a détruit des milliers d'habitations, usines et bâtiments publics, dont l'unique cimenterie de Gaza. Selon l'Onu, il faudra un an pour déblayer les quelque 600.000 tonnes de gravats.

Ibrahim Roudouane, membre du ministère des Travaux publics à Gaza, a déclaré que, sans attendre, le Hamas avait entrepris de réparer certains infrastructures de base grâce au ciment et au bitume clandestinement importés d'Egypte.

A Beit Lahiya, dans le nord du territoire, des ouvriers fabriquent des briques d'argile pour reconstruire un poste de police détruit lors de l'offensive israélienne. "C'est primitif", admet le chef de chantier.

Selon Khaled Abdel-Chafi, conseiller du Programme de développement des Nations unies, la situation est appelée à s'aggraver. "Ce n'est pas seulement la reconstruction qui est entravée mais tout le processus de reprise de l'économie qui est rendu plus difficile."

Selon Abdel-Chafi, 5.000 habitations et des dizaines d'écoles doivent être réparées avant l'hiver.

17 août

<http://www.aloufok.net:80/spip.php?article808>

---

## 1-14 Un International arrêté à Beit Ommar lors d'une manifestation contre l'expansion de la colonie de Karmeï Tsur.

Par Palestine Solidarity Project

Il y a environ deux semaines, la construction d'une route a commencé sur les terres palestiniennes à l'extérieur de la colonie de Karmeï Tsur, entre Halhoul et Beit Omar.

La construction se situe entre le bord de la colonie et une «clôture de sécurité» que les militaires ont construit il y a trois ans.

Cette terre agricole appartient toujours aux familles palestiniennes Abou Maria, Soleiby, Awwad, Abu Ayyesh, et Sabarna. Toutefois, pour entrer sur leurs terres depuis la construction de la clôture, ils ont besoin d'un laissez-passer israélien, ce que la plupart des familles palestiniennes refusent de demander, car cette terre est à eux. Le vendredi 21 août, un groupe d'environ 35 Palestiniens, Israéliens et internationaux a participé à une manifestation à l'extérieur de la clôture organisée par Palestine Solidarity Project. Les participants ont enjambé les fils de fer barbelés qui longent la clôture et y ont accroché des papiers où l'on pouvait lire les slogans suivants : "Nous ne quitterons jamais notre terre", "Arrêtez les constructions illégales sur le territoire palestinien", et «L'expansion des colonies rend la paix impossible» .

Certains des propriétaires des terres volées s'étaient joints au groupe, en montrant leurs documents de propriété datant de l'Empire Ottoman et en criant «Où est la paix?»

Le groupe a marché le long de la clôture délimitant les terres dont l'accès était limité aux Palestiniens, et où une colonie est maintenant en cours de construction.

Des fermiers âgés parlaient de la terre qui a été saisie et des documents de propriété datant de l'Empire Ottoman que leurs grands-parents leurs avaient transmis, quand plusieurs jeeps et des soldats des Forces d'Occupation Israélienne sont arrivés en criant au groupe de partir.

En restant sur la terre palestinienne, les militants ont insisté sur leur droit à être là et à franchir la clôture s'ils le souhaitent pour entrer sur leurs terrains. Une discussion a eu lieu entre les soldats et les militants, jusqu'à ce que les services de sécurité de la colonie arrivent.

Ils ont crié aux militants de «retourner en Allemagne" et à un militant qui s'est identifié comme Juif "f \*\* k ta mère», puis ils ont ouvert la porte dans la clôture, en insistant sur le fait que les soldats dispersent les militants.

Et les soldats l'ont fait en pourchassant le groupe dans les vergers palestiniens. Sur le chemin du retour au village, un activiste américain a été arrêté et accusé de destruction de propriété de sécurité pour avoir enlevé un morceau de fil barbelé de la clôture. Il a été libéré plus tard dans la journée.

L'objectif de la manifestation était de montrer de la résistance face à la construction illégale sur des terres palestiniennes volées ainsi que d'attirer l'attention sur l'expansion discrète des colonies israéliennes en Cisjordanie, malgré une forte pression internationale pour arrêter exactement cela.

Source : <http://palsolidarity.org/>

23-08-2009

Traduction : MG pour ISM

<http://www.ism-france.org/news/article.php?id=12552&type=temoignage&lesujet=Colonies>

[http://www.youtube.com/watch?v=v0CLrNJGT88&eurl=http%3A%2F%2Fwww%2Eism%2Dfrance%2Eorg%2Fnews%2Farticle%2Ephp%3Fid%3D12552%26type%3Dtemoignage%26lesujet%3DColonies&feature=player\\_embedded](http://www.youtube.com/watch?v=v0CLrNJGT88&eurl=http%3A%2F%2Fwww%2Eism%2Dfrance%2Eorg%2Fnews%2Farticle%2Ephp%3Fid%3D12552%26type%3Dtemoignage%26lesujet%3DColonies&feature=player_embedded)

---

---

## 2 Dossier

Ndlr :La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

### 2-1 Esam Al-Amin : Elections du Fatah : Des Chefs de la Sécurité Formés par la CIA élus à la Direction Palestinienne ... Que s'est-il Réellement Passé ?

" C'est un des nôtres" Georges W.Bush parlant du chef de la sécurité palestinienne, Mohammed Dahlan, Le gouvernement US est intervenu dans les affaires internes palestiniennes au moins depuis 2003. Son but est de transformer le mouvement national de libération et d'indépendance palestinien en gouvernement plus obéissant ou plus collaborateur, acceptant les demandes politiques et sécuritaires d'Israël.

Les tactiques employées par les US incluent des moyens militaires, sécuritaires diplomatiques et politiques. Après les législatives de 2006 et la victoire du Hamas, la stratégie US s'est concentrée sur l'annulation des résultats. Son objectif d'un retour politique du camp pro américain au sein de l'organisation politique palestinienne a été initiée avec l'organisation de la conférence nationale du Fatah cette semaine passée.

Pendant la semaine du 4 aout 2009, l'OLP du Fatah a organisé la sixième conférence nationale de ses 44 ans d'histoire. Le Fatah a historiquement été considéré comme la faction palestinienne la plus importante, mais cette perception a changé quand il a perdu les élections législatives au profit du Hamas en Janvier 2006. Huit jours après, le groupe a terminé sa conférence et annoncé les résultats de ses élections. Les médias internationaux particulièrement ceux occidentaux, ont encensé l'élection de têtes "fraîches" et "nouvelles" promues au sein du mouvement.

Mais que s'est-il réellement passé lors de ce vote ?

La structure interne du Fatah est à l'opposé de la plupart des partis politiques ou mouvements de résistance. Il n'est pas hiérarchique et la loyauté de ses membres est en grande partie liée à un système de patronage et de factions représenté dans un comité central de 23 membres.

Le Comité Central est supposé refléter techniquement une direction collective et le programme politique d'un mouvement national de libération. Même son fondateur, Yasser Arafat, qui a dirigé l'organisation de sa fondation en 1965 jusqu'à sa mort en 2004, n'avait pas officiellement de titre hors celui de membre du comité et commandant en chef de sa branche militaire. Mais avec le temps, aux yeux d'un grand nombre de Palestiniens, la direction du Fatah a symbolisé un système de copinage, de corruption, de collaboration avec Israël, d'échecs politiques, spécialement depuis le processus d'Oslo.

Bien que sa Charte interne appelle à une conférence nationale tous les 4 ans pour élire sa direction, les

principales questions à la veille de la conférence étaient pourquoi cela a-t-il pris deux décennies au Fatah pour en organiser une ?

Est ce que l'élection de la nouvelle direction du Fatah reflète les aspirations du peuple palestinien et une approche nouvelle et fraîche du processus politique?

Et finalement qui sont les soutiens des principaux individus récemment élus pour diriger ?

Le Comité Central du Fatah dirigé par Arafat a pris la décision stratégique en 1988 de négocier un règlement politique avec Israël et a accepté le gouvernement des US comme principal médiateur. Pendant deux décennies, spécialement après les Accords d'Oslo de 1993, la question palestinienne a progressivement disparu de l'agenda international, devenant presque exclusivement une affaire entre les US, Israël, et la direction palestinienne que ce soit l'OLP ou après 1994 l'Autorité Palestinienne ( AP).

La plupart des analystes neutres tel Robert Malley, directeur du programme pour le Moyen Orient à l'International Crisis Group, également ancien membre du personnel du National Security Council (NSC) pendant l'administration Clinton, ont observé que les négociateurs américains pendant plusieurs administrations (à la fois Démocrate et Républicaine) ont la plupart du temps adopté le point de vue d'Israël et mis la pression principalement sur la direction palestinienne ( que ce soit avec Yitzak Rabin et Ehud Barak avec Bill Clinton, ou George.W.Bush avec Ariel Sharon et Ehud Olmert).

Lors du premier mandat de l'administration Bush, Arafat, en tant que dirigeant de l'AP, a été isolé, tandis que Washington faisait la promotion de ceux qui au sein de la direction palestinienne adoptaient la stratégie américaine dans la région, tels Mahmoud Abbas( imposé à Arafat comme premier ministre en 2003), et l'ancien chef de la sécurité, Mohamed Dahlan. En 2005, Bush a annoncé son agenda pour la liberté et la démocratie, demandant que des élections soient organisées dans les territoires palestiniens et espérant une victoire du Fatah pour appliquer sa vision.

Cependant, l'administration a rapidement abandonné son agenda de promotion de la démocratie dans le monde arabe quand le Hamas a remporté une victoire écrasante lors des élections législatives de janvier 2006. La secrétaire d'état Condoleezza Rice a exprimé le choc ressenti après l'annonce des résultats en disant : " *personne ne l'a vu venir*". Un responsable du Département de la Défense a dit en 2008 à David Rose de Vanity Fair, " *chacun rendait l'autre responsable, assis là au Pentagone nous avons dit, quel connard a recommandé ceci ?*"

Depuis l'élection, l'administration américaine a employé trois stratégies différentes mais qui se chevauchent pour défaire les résultats. Ces efforts du Département d' Etat, de la Maison Blanche et du Département de la défense, ont été insuffisamment planifiés et mal coordonnés.

Pendant toute l'année 2006 et la première moitié 2007, le Département d' Etat a utilisé ses ressources diplomatiques et sa force politique pour renverser le gouvernement palestinien démocratiquement élu conduit par le Hamas. Dans un rapport d'avril 2008, Vanity Fair a révélé qu'un mémo de discussion américaine avait fait surface après qu'un diplomate américain l'eut oublié par hasard derrière lui dans un bâtiment de l'autorité palestinienne à Ramallah. Le document traduisait la demande de Rice qu' Abbas dissolve le gouvernement d'unité nationale et s'en prenne au Hamas.

Entretemps, comme révélé par Vanity Fair, le néo con et vice directeur du NSC, Elliot Abrams préparait un coup à Gaza contre le Hamas avec l'ancien chef de la sécurité à Gaza, Mohamed Dahlan, au printemps 2007. Cela incluait la coordination avec Israël, plusieurs pays arabes dont les Emirats Arabes Unis et la Jordanie, le paiement à Mohamed Dahlan de plus de 30 millions de \$, l'entraînement de 500 agents de sécurité, une campagne pour déstabiliser Gaza, et un programme de torture contre les membres du Hamas et d'autres Islamistes.

Dahlan a admis tout cela au journaliste du magazine, David Rose, disant qu'il avait dit à son homologue américain qui poussait à une confrontation avec le Hamas " *si je dois me confronter à eux, j'ai besoin de ressources conséquentes. En l'état actuel des choses nous n'avons pas la capacité.*"

Le journal israélien, Haaretz a rapporté le 7 Juin 2007 que l'administration américaine avait demandé à Israël d'autoriser une livraison importante d'armes égyptiennes, dont des douzaines de véhicules blindés, des centaines de roquettes anti blindage, des milliers de grenades à main et des millions de munitions. Rose explique que le plan D' Abrams mettait l'accent sur le besoin de renforcer les forces du Fatah pour " *dissuader*" le Hamas. Selon un haut responsable de l'administration " *le résultat souhaité*" c'était de donner à Abbas la " *capacité de prendre les décisions politiques stratégiques nécessaires ( i.e remplir les conditions pour une arrangement politique avec Israël) et dissoudre le cabinet (dirigé par le Hamas) et établir un cabinet d'urgence*".

Mais le conseiller pour le Moyen Orient de Dick Cheney, David Wurmser, a reconnu l' échec de cet effort quand il a dit au magazine : " *il m'est apparu que ce qui s'est passé n'était pas tant un coup du Hamas mais une tentative de coup par le Fatah qui a été déjoué préventivement par le Hamas avant qu'il n'ait eu lieu.*"

Le troisième effort, a été principalement supervisé par le Pentagone, et conduit par le Lt GI Keith Dayton. Lors d'un discours devant le think tank pro israélien, le *Washington Institute on Near East Policy ( WINEP)* en Mai 2009, il a dit que le bureau du coordinateur US pour la sécurité, qu'il a dirigé depuis décembre 2005, constitue " *un effort pour aider les Palestiniens à réformer leurs services de sécurité*". Mais, selon les notes d'une rencontre entre Dayton et un chef de la sécurité palestinienne à Ramallah début 2007, le véritable objectif de la mission a été révélée quand Dayton a dit : " *Nous avons aussi besoin de renforcer vos forces afin de s'en prendre au Hamas*". Depuis 2007, le Congrès a donné à Dayton 161 millions de \$ pour mettre son plan en application. En plus, cette année le Congrès a rajouté 209 millions de \$ pour Dayton pour les années fiscales 2009 et 2010, pour accélérer son programme après avoir reçu une bonne note des chefs de la sécurité israélienne. Pour la seule année passée, plus de 1000 membres du Hamas et du Jihad islamique ont été arrêtés et emprisonnés sans procès, un grand nombre ont été torturés et certains sont morts lors des interrogatoires par le personnel de sécurité palestinien formé par les US en Cisjordanie. Amnesty International et de nombreuses autres organisations de

défense des droits de l'homme ont condamné ces actions et appelé à la fin immédiate de tous les violations des droits humains des palestiniens détenus dans les prisons de l'Autorité Palestinienne.

Dans son discours au WINEP, Dayton a reconnu cette répression quand il a dit : *" je ne sais pas combien d'entre vous ont connaissance que depuis un an et demi les Palestiniens se sont engagés dans toute une série de ce qu'ils appellent des offensives sécuritaires partout en Cisjordanie, ce qui est surprenant c'est qu'elles sont bien coordonnées avec l'armée israélienne"*. Il a de plus admis que pendant les 22 jours de la guerre de Gaza l'hiver dernier, les forces de sécurité palestiniennes formées par les US ont empêché les Palestiniens en Cisjordanie d'organiser des manifestations de masse contre l'armée israélienne, ce qui ironiquement a permis une réduction de la présence militaire israélienne en Cisjordanie et un redéploiement de ces troupes à Gaza. Dayton a ajouté : *" en fait, une grande proportion de l'armée israélienne est allée de Cisjordanie à Gaza - réfléchissez -y une minute, et le commandant ( de l'armée israélienne en Cisjordanie) a été absent 8 jours d'affilée."*

Après un coup raté et une offensive militaire brutale pour déloger le Hamas de Gaza, la stratégie israélienne et des US a cherché à intensifier sa pression contre le Hamas par le biais d'un blocus économique suffocant de Gaza, des emprisonnements massifs en Cisjordanie, l'étranglement financier dans la région, et l'isolation politique sur la scène internationale. Parallèlement, selon plusieurs porte parole du Hamas dont le premier ministre déposé Ismael Haniyya à Gaza et le chef politique à Damas Khaled Meshal, le principal obstacle à toute réconciliation nationale avec le Fatah c'est l'emprisonnement de centaines de membres du Hamas et la collaboration de la sécurité de l'Autorité Palestinienne avec l'occupation militaire supervisée par Dayton.

La phase suivante dans cet effort c'est de réinventer le Fatah et de le présenter comme une alternative politique viable au Hamas et à d'autres mouvements de résistance, en améliorant les conditions de vie en Cisjordanie par opposition avec le siège dévastateur de Gaza. Mais plus important, le plan envisage un nouveau Fatah considéré comme un partenaire fiable prêts à accepter les conditions d'Israël pour un règlement politique du conflit. La sixième conférence du Fatah et les élections qui l'ont accompagnée ont donc été organisées pour effacer son image d'organisation corrompue et fonctionnant mal.

Pendant plus d'un an, le Comité Central, la structure la plus élevée de cette organisation, n'a pu se mettre d'accord sur des points essentiels, dont la question de décider du lieu de la conférence ( la décision finale c'était qu'elle se passe dans les territoires occupés palestiniens, ce qui veut dire qu'Israël avait un droit de veto sur les délégués de l'étranger pouvant participer). Ils se sont également querellés sur le choix des délégués nommés pour la conférence, qui détermineraient la composition de la nouvelle direction, de même que le programme politique et le rôle de la résistance armée contre l'occupation. Abbas et son cercle rapproché ont mis leur veto à la décision du Comité, et ont décidé que la conférence aurait lieu à Bethlehém, une façon de choisir tous les participants afin de s'assurer du résultat de la conférence.

Historiquement, les délégués à la conférence nationale du Fatah étaient élus ou nommés par le Comité Central, mais au moins 51% étaient issus de l'appareil militaire. Comme le gros de la branche armée a, soit été démantelée, soit est recherchée par les israéliens, un grand nombre de délégués à cette conférence étaient du personnel de sécurité se substituant aux militaires. Ce fait était une garantie que les résultats de l'élection favoriseraient les chefs de la sécurité et leurs supporters.

A l'origine, le nombre de délégués était supposé être aux alentours de 700. Puis il est passé à 1250 puis s'est multiplié pour atteindre les 2355. En fait, moins de 10% avaient été élus indirectement en lien avec leur position, tandis qu'une majorité écrasante a été nommée par un petit groupe de Ramallah conduit principalement par Abbas et d'autres avides de pouvoir tel Dahlan et l'ancien chef de la sécurité de Cisjordanie, Jibreel Rajoub, qui avait l'habitude de suspendre au dessus de son bureau à côté du portrait d'Arafat celui de l'ancien directeur de la CIA, George Tenet.

Le nombre des membres du comité est également passé de 21 à 23, dont 19 directement élus par les délégués. Abbas devait nommer 4 membres plus tard, lui-même ayant été choisi comme seul candidat, pour éviter l'embarras d'une élection directe qui ne l'aurait pas porté en tête. Les 18 individus élus à la fin de la conférence d'une semaine comprenait 4 personnes de la "vieille garde" considérés comme proches d'Abbas, et 14 nouveaux membres, 3 d'entre eux d'anciens chefs de la sécurité proches de la CIA. Cela inclut Dahlan, Rajoub et Tawfiq Tirawi, un ancien chef du renseignement, qui dirige actuellement l'académie de formation de la sécurité à Jericho sous la supervision du gl Dayton.

Dés le début, la conférence était très orientée en faveur des délégués de la Cisjordanie. A la différence des conférences précédentes, les Palestiniens de la Diaspora étaient à peine représentés puisqu'Israël n'a autorisé que peu de personnes à venir de l'étranger. Alors que la population de Gaza est égale à celle de la Cisjordanie, moins de 400 individus ont été sélectionnés comme délégués de Gaza, alors qu'il y avait plus de trois fois plus de délégués de la Cisjordanie.

Mais la plupart des délégués de Gaza n'ont même pas participé car le Hamas les a empêchés de quitter la Bande de Gaza, demandant en échange que des centaines de membres du Hamas détenus en Cisjordanie soient libérés par l'AP, ce qu'elle a refusé de faire. En bref, mis à part Dahlan, qui ne vit plus à Gaza, pas une seule personne élue est de ou vit à Gaza. Ce qui a poussé toute la direction du Fatah à Gaza dont l'ancien membre du Comité Central Zakariya al-Agha, à démissionner en masse un jour après la conférence pour protester non seulement contre les résultats, mais aussi contre tout le processus de l'élection.

De même, Les membres du Fatah à l'étranger n'ont pu obtenir grand chose. Seules deux personnes ont été élues au Comité Central, alors que plus des deux tiers des Palestiniens ( 8 millions) vivent en dehors des territoires occupés, la plupart dans des camps de réfugiés sordides, alors que le *"droit au retour"* est considéré comme une question chaude lors de négociations futures, qui sont dans l'air. D'un autre côté, la grande majorité des nouveaux membres sont soit de la Cisjordanie ou vivent déjà à Ramallah comme les aides les plus proches

d'Abbas, une affirmation de la stratégie américaine de *"la Cisjordanie d'abord"*.

Certains de la vieille garde historique tels le secrétaire du Comité Central Farouk Kaddoumi ou Hani Al-Hassan n'ont même pas participé et ne se sont même pas présentés comme candidats. Kaddoumi a condamné la conférence, mis en question sa légitimité, et est allé jusqu'à accuser Abbas et Dahlan d'avoir comploté avec les Israéliens pour empoisonner Arafat, provoquant ainsi sa mort.

D'autres anciens membres qui se sont présentés comme candidats ont été battus et ont protesté. L'ancien premier ministre et négociateur, Ahmad Qurai ( Abu Alaa) a remis en question les titres des délégués et la légitimité du processus électoral. Quand le chef du personnel d'Abbas, Tayeb Abdel-Rahm a perdu, il a demandé un nouveau comptage et a finalement été déclaré vainqueur, après que le comité pour l' élection ait affirmé qu'en fait il était arrivé dernier. De nombreux délégués, spécialement les candidates, dont aucune n'a été élue, ont critiqué le patronage flagrant. Néanmoins plusieurs candidats populaires et "propres" ont pu obtenir un siège tel Marwan Barghouti, qui est emprisonné, condamné à 5 vies en prison en Israël, et Mahmoud Al- Aloul, un ancien maire de Naplouse.

Tandis que les Palestiniens observaient la tenue de cette conférence, nombreux étaient ceux qui espéraient que cela serait le début d'une réconciliation nationale et l'établissement d'un gouvernement d'union nationale. Cependant il semble que, résultat de cette conférence, le Fatah se désintègrera un peu plus, car ses dirigeants de Gaza et Abu Alla menacent de lancer une nouvelle faction appelée *" Le Renouveau du Fatah"* augmentant un peu plus la division et la tension dans les rangs palestiniens.

La prochaine étape dans la stratégie du camp pro américain, c'est d'organiser des élections présidentielles et législatives dans les territoires palestiniens en janvier prochain, espérant présenter un Fatah rajeuni comme alternative au Hamas et aux autres mouvements de résistance.

Jonathan Steele du *"Guardian"* a exposé le 22 Juin 2007, le *"mauvais coup"* de Juin 2007 des US de même que leur stratégie politique. il a détaillé la conversation de responsables US avec plusieurs régimes arabes.

Parmi ces détails il y avait entre autres:

*"le maintien du Président Abbas et du Fatah comme le centre de gravité de la scène palestinienne;*

*" éviter de perdre du temps en accréditant le Hamas;*

*" saper le statut politique du Hamas;*

*"appeler à des élections anticipées."*

Selon les paroles du GI Dayton, le personnel palestinien formé par les US jurent après la cérémonie de remise de diplôme qu'ils *" ne sont pas venus ici pour apprendre à combattre Israël mais on en fait été envoyé là pour apprendre à faire respecter la loi et l'ordre."* Le but principal de ces bataillons sécuritaires c'est de mettre fin à la résistance et à tout rejet de l'occupation y compris par des moyens pacifiques. Il a alors ajouté que de hauts commandants israéliens lui demandent fréquemment : *" combien de ces nouveaux Palestiniens pouvez vous former en plus et avec quelle rapidité " ?*

Un grand nombre de questions posées par des Palestiniens ordinaires avant la conférence sont restées sans réponse. Quel est le programme politique du Fatah face à l'actuelle intransigeance d'Israël et ses pré-conditions ? Qu'en est-il de la réconciliation nationale avec les autres factions palestiniennes et la création d'un gouvernement d'unité nationale ? Quel est le rôle de la résistance contre l'occupation, le siège suffocant contre Gaza, et le plus important, la collaboration continue avec les agences de sécurité et militaires israéliennes contre leurs propres citoyens ?

Ces questions persistent alors que l'occupation israélienne, ses politiques brutales, l'expansion des colonies, le mur de séparation, la détention de plus de 11 000 Palestiniens, l'expropriation de terre, la dépopulation de Jérusalem Est de ses résidents palestiniens, et le refus du droit au retour des réfugiés palestiniens, continuent sans relâche.

Dit simplement, les US veulent une direction palestinienne qui réponde à ses questions de façon satisfaisante pour Israël. Comme l'a dit l'un des responsables du département d'état à Vanity Fair concernant les objectifs américains dans le conflit israélo palestinien, *" ce qui compte pour nous se sont les résultats, et nous soutenons n'importe quel fils de garce. il se trouve que Dahlan est le fils de garce qu'on connaît le mieux."*

Esam Al-Amin

14-16/08/09

Mireille Delamarre : traduction

[www.counterpunch.org](http://www.counterpunch.org)

---

## 2-2 Pascal Boniface : Proche-Orient : Cessons d'être fatalistes, les lignes bougent!

...." Beaucoup estiment que le conflit israélo-palestinien ne sera jamais résolu : l'impossibilité des protagonistes à se mettre d'accord sur les bases d'un règlement équitable, la supériorité militaire d'Israël puissance occupante, le soutien, quasi inconditionnel sous George Bush, de l'hyperpuissance américaine, la timidité ou l'impuissance volontaire de la communauté internationale, tout concourt au blocage de la situation.

Pourtant, quelques éléments pourraient, à l'avenir, faire bouger les lignes.

La clé essentielle se trouve à Washington. Les conclusions qu'avait tirées George Bush des attentats du 11-Septembre l'avaient conduit à se rapprocher encore plus d'Israël. Cette période post-11-Septembre semble révolue. Obama a compris qu'un soutien jugé inconditionnel à Israël, lié à la perpétuation du conflit israélo-palestinien, est néfaste pour l'image des Etats-Unis dans le monde, principalement dans le monde musulman et,

qu'à terme, pourrait être un facteur d'affaiblissement des Etats-Unis. Ce qui reste inconnu, c'est la marge de manœuvre qu'aura ou que se donnera Obama face à Israël.

Mais d'autres facteurs, auxquels on pense moins, vont avoir un impact sur le conflit israélo-palestinien. "... Israël a sans conteste la supériorité militaire, son armée ne peut être vaincue par aucune autre de la région mais les évolutions technologiques paradoxalement peuvent jouer contre Israël. La guerre du Golfe de 1990-1991 avait déjà montré que la possession des territoires occupés ne constituait plus une profondeur stratégique susceptible de protéger Israël puisque des missiles irakiens avaient atteint le territoire israélien.

Dans la guerre du Liban en 2006, puis pendant la guerre de Gaza en 2009, on a vu que des roquettes même rudimentaires pouvaient atteindre le territoire israélien.

Comment ne pas penser qu'à l'avenir, avec des moyens rudimentaires, le Hamas ou d'autres mouvements armés à Gaza ou ailleurs ne seront pas en mesure de frapper plus loin et plus fortement au cœur d'Israël ?

A l'heure des guerres asymétriques, la puissance militaire n'est plus le gage de la sécurité.

### **Un monde multipolaire moins favorable au soutien américain à Israël**

La multipolarisation du monde ne joue pas en faveur d'Israël. Les Etats-Unis réalisent que leur suprématie n'est plus assurée. Ils doivent composer avec d'autres puissances moins favorables à Israël. L'émergence sur la scène internationale de pays comme l'Afrique du Sud et le Brésil viendra changer les termes du débat sur la question palestinienne. L'Islam du Sud-Est a également son importance : la Malaisie, l'Indonésie et d'autres pays émergents sont pro-Palestiniens non seulement parce qu'ils sont musulmans mais également parce qu'ils sont héritiers du non-alignement et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Contrairement aux pays arabes, ils sont moins dépendants stratégiquement des Etats-Unis et peuvent davantage faire valoir leur point de vue.

Les attentats du 11-Septembre et l'assimilation du terrorisme au monde musulman avaient facilité la tâche d'Israël auprès des opinions occidentales. Ebranlée par la guerre du Liban en 1982 et par la répression de l'Intifada à la fin des années 1980, l'image d'Israël avait été restaurée et la vague des attentats suicides en Israël en 2002-2003 avaient créé dans une large partie de l'opinion occidentale le sentiment d'une menace commune. La guerre du Liban et celle de Gaza, ainsi qu'une réflexion moins sommaire sur les causes du terrorisme sont venus effacer cela.

La cause palestinienne n'a pas qu'un appui communautaire dans de nombreux pays européens. On peut voir un mouvement de solidarité, notamment dans la jeunesse, comparable avec ce qui avait été le cas pour les Vietnamiens à la fin des années 1960 et au début des années 1970.

### **La prise en compte médiatique du sort des Palestiniens**

En termes médiatiques, le moment unipolaire est également terminé : le monde arabe a ses chaînes satellitaires qui fournissent une autre histoire du conflit israélo-palestinien, montrant des images qu'on ne voyait pas auparavant. Des journaux occidentaux, y compris les journaux américains après la guerre de Gaza, ont rendu compte des souffrances des Palestiniens. Le terme a même été employé dans son discours du Caire par le président Obama, terme qui était absent du discours officiel américain auparavant. Internet est également un puissant moyen de circulation de l'information qui bénéficie à ceux qui apparaissent comme des victimes.

Le récit du conflit a également changé. L'époque où les grandes productions d'Hollywood assimilaient musulmans et arabes à des terroristes, auxquels une punition musclée était réservée, est terminée. On peut voir désormais des films comme « Amerrika » [1] ou « Le Temps qu'il reste » [2] qui offrent un autre récit du conflit israélo-palestinien, où le sort des Palestiniens est pris en compte. Cela devrait se développer et toucher les opinions. La bataille de l'opinion devient difficile pour Israël, y compris dans le monde occidental.

Tous ces facteurs vont contribuer à faire bouger les rapports de force en faveur des partisans d'une paix équitable au Proche-Orient, dans l'intérêt des deux peuples.

Pascal Boniface

Created 08/24/2009

<http://eco.rue89.com/print/115445>

---

## **2-3 Faris Giacaman : Parlons-en ! L'industrie de la "paix" au Moyen-Orient.**

Lorsque j'étais lycéen, à Ramallah, l'un des initiatives "de peuple à peuple" les plus connues, les Graines de la Paix, sont souvent venues dans mon école pour demander aux étudiants de se joindre à leur programme.

Presque chaque année, ils envoient quelques-uns de mes camarades de classe pour un camp d'été aux États-Unis avec un groupe similaire d'étudiants israéliens.

Selon le site internet de Graines de la Paix, on leur apprend au camp "à développer l'empathie, le respect et la confiance ainsi que les techniques de leadership, de communication et de négociation - tous les éléments essentiels qui faciliteront une coexistence pacifique pour la prochaine génération." Ils dépeignent un tableau optimiste, et la plupart des gens à l'université sont très surpris d'entendre que je pense que ces activités sont peu judicieuses, au mieux, et immorales, au pire. Pourquoi diable devrais-je être contre la "coexistence", demandaient-ils toujours ?

Au cours des dernières années, il y a eu des appels grandissants pour mettre un terme à l'oppression d'Israël sur le peuple palestinien par le biais d'un mouvement international de boycott, désinvestissement et sanctions (BDS). L'une des objections les plus courantes pour le boycott, c'est qu'il est contre-productif, et que «le dialogue» et «une promotion de la coexistence» sont beaucoup plus constructifs que les boycotts.

Avec le début des accords d'Oslo en 1993, il y a eu toute une industrie qui a déployé ses efforts pour faire venir les Israéliens et les Palestiniens dans ces groupes de «dialogue». L'objectif déclaré de ces groupes est la création de la compréhension entre les «deux parties du conflit», afin de "construire des ponts" et «surmonter les obstacles." Toutefois, l'hypothèse que ces activités contribueront à faciliter la paix n'est pas seulement incorrecte, mais elle manque en fait de morale.

L'hypothèse que le dialogue est nécessaire afin de parvenir à la paix ne tient absolument pas compte du contexte historique de la situation en Palestine. Cela suppose que les deux parties ont commis, plus ou moins, une quantité égale d'atrocités contre l'autre et sont également coupables des torts qui ont été causés. Cela suppose qu'aucune des deux parties n'a totalement raison ou totalement tort, mais que les deux parties ont des revendications légitimes qui devraient être examinées, et que certains points doivent être surmontés. Par conséquent, les deux parties doivent écouter le point de vue de "l'autre" afin de favoriser la compréhension et la communication, ce qui conduirait probablement à une «coexistence» ou «réconciliation».

Une telle approche est jugée "équilibrée" ou "modérée", comme si c'était une bonne chose. Toutefois, la réalité sur le terrain est très différente du point de vue «modéré» de ce soi-disant «conflit». Même le terme «conflit» est trompeur, car il implique un litige entre deux parties symétriques. Ce n'est pas la réalité, il ne s'agit pas d'un cas de simple malentendu ou de haine mutuelle qui se trouverait sur le chemin de la paix. Le contexte de la situation en Israël/Palestine est celle du colonialisme, de l'apartheid et du racisme, une situation dans laquelle il y a un oppresseur et un opprimé, un colonisateur et un colonisé.

Dans le cas du colonialisme et de l'apartheid, l'histoire montre que les régimes coloniaux n'abandonnent pas le pouvoir sans lutte et résistance populaire, ou de pressions directes internationales. Il est particulièrement naïf de croire que la persuasion et les "discussions" pourront convaincre un système oppressif de renoncer à son pouvoir. Le régime de l'apartheid en Afrique du Sud, par exemple, a pris fin après des années de lutte avec l'aide indispensable d'une campagne internationale de sanctions, désinvestissements et de boycotts. Si l'on avait proposé aux opprimés Sud-Africains vivant dans des bantoustans d'essayer de comprendre le point de vue de l'autre (c'est-à-dire le point de vue de la suprématie blanche d'Afrique du Sud), les gens auraient éclaté de rire à une notion aussi ridicule.

De même, pendant la lutte des Indiens pour l'émancipation de la domination coloniale britannique, le Mahatma Gandhi n'aurait pas été vénérée comme un combattant de la justice, s'il avait renoncé à satyagraha - "s'en tenir fermement à la vérité", son terme pour son mouvement de résistance non-violente - et s'il avait plaidé pour le dialogue avec les occupants colons britanniques afin de comprendre leur version de l'histoire.

Maintenant, il est vrai que certains Sud-Africains blancs étaient solidaires des opprimés noirs sud-africains, et ont participé à la lutte contre l'apartheid. Et il y avait, bien sûr, certains opposants britanniques à la politique coloniale de leur gouvernement. Mais ces partisans se sont explicitement tenus aux côtés des opprimés avec l'objectif clair de mettre fin à l'oppression, de lutter contre les injustices commises par leurs gouvernements et leurs représentants.

Donc, tout rassemblement des deux parties ne peut être moralement sain que lorsque les citoyens de l'état d'oppression sont solidaires avec les membres du groupe opprimé, et non pas sous la bannière de "dialogue" pour «comprendre l'autre version de l'histoire." Le dialogue n'est acceptable que lorsqu'il est engagé pour mieux comprendre le sort des opprimés, et non pas dans le cadre "d'écouter les deux parties."

Cependant, les partisans palestiniens de ces groupes de dialogue ont affirmé que de telles activités pourraient être utilisées comme outil – non pas pour promouvoir ce que l'on appelle la «compréhension», - mais en fait pour remporter la lutte palestinienne pour la justice sur les Israéliens en les persuadant ou "en leur faisant reconnaître notre humanité."

Toutefois, cette hypothèse est également naïve. Malheureusement, la plupart des Israéliens ont été victimes de la propagande sioniste et de ses nombreux exutoires qui les alimentent depuis leur plus jeune âge.

En outre, il faudra un énorme effort concerté pour contrer cette propagande par le biais de la persuasion. Par exemple, la plupart des Israéliens ne seront pas convaincus que leur gouvernement a atteint un niveau de criminalité qui justifie un appel au boycott. Même s'ils sont logiquement convaincus de la brutalité de l'oppression israélienne, il ne sera probablement pas suffisant de susciter en eux toute forme d'action dirigée contre lui. Cela s'est avéré vrai à de nombreuses reprises et est évident dans le lamentable échec de ces groupes de dialogue à former un mouvement global de lutte contre l'occupation depuis leur création, avec le processus d'Oslo.

En réalité, seule une pression soutenue – et non la persuasion - fera réaliser aux Israéliens que les droits des Palestiniens doivent être rétablis. C'est la logique du mouvement de BDS qui est totalement opposé à la fausse logique du dialogue.

Sur la base d'un rapport de 2002 non publié réalisé par Israel/Palestine Center for Research and Information, le San Francisco Chronicle a indiqué en Octobre dernier que rien qu'entre 1993 et 2000, les gouvernements occidentaux et des fondations ont dépensé entre 20 millions et 25 millions de dollars pour les groupes de dialogue. "Par la suite, une enquête à grande échelle réalisée auprès de Palestiniens qui ont participé aux groupes de dialogue a révélé que ces dépenses énormes avaient échoué à produire "un seul pacifiste des deux côtés." Cela confirme la conviction, chez les Palestiniens, que l'ensemble de l'entreprise est une perte de temps et d'argent.

L'enquête a également révélé que les participants palestiniens ne sont pas pleinement représentatifs de leur société. De nombreux participants ont tendance à être "les enfants ou les amis de hauts responsables palestiniens ou des élites économiques. Seuls 7% des participants étaient des résidents de camps de réfugiés, bien qu'ils représentent 16% de la population palestinienne."

L'enquête a également révélé que 91% des participants palestiniens n'avaient pas conservé de liens avec les Israéliens qu'ils avaient rencontrés. En outre, 93% n'ont pas été contactés par l'action de suivi du camp, et seulement 5% étaient d'accord avec l'idée que cela avait aidé à «promouvoir la culture de la paix et le dialogue entre les participants."

Malgré l'échec retentissant de ces projets sur le dialogue, de l'argent continue à y être investi. Comme l'a expliqué Omar Barghouti, l'un des membres fondateurs du mouvement BDS en Palestine, dans The Electronic Intifada : "il y a eu tellement de tentatives de dialogue depuis 1993 ... c'est devenu une industrie - que nous appelons

l'industrie de la paix."

Cela pourrait être en partie attribuable à deux facteurs. Le facteur dominant est l'utilité de tels projets dans les relations publiques. Par exemple, le site internet des Graines de la Paix promeut sa légitimité en présentant une sélection impressionnante de soutiens venant de politiciens et autorités populaires, comme Hillary Clinton, Bill Clinton, George Mitchell, Shimon Peres, George Bush, Colin Powell et Tony Blair, entre autres.

Le deuxième facteur est le besoin de certains "gauchistes" et "libéraux" israéliens de sentir qu'ils font quelque chose d'admirable pour "se poser des questions", alors qu'en réalité ils ne prennent aucune réelle position contre les crimes commis en leur nom par leur gouvernement.

Les politiciens et les gouvernements occidentaux continuent de financer de tels projets, ce qui renforce leur image de partisans de la "coexistence" et les participants "libéraux" israéliens peuvent s'exonérer de toute culpabilité en participant à la noble action de "promotion de la paix." Une relation de symbiose, en quelque sorte.

Le manque de résultats de ces initiatives n'est pas surprenant, puisque les objectifs des groupes de dialogue et de "coexistence" n'incluent pas de convaincre les Israéliens d'aider les Palestiniens à obtenir le respect de leurs droits inaliénables. L'exigence minimale d'une reconnaissance de la nature oppressive d'Israël est absente dans ces groupes de dialogue.

Au contraire, ces organisations opèrent sous l'hypothèse douteuse que le "conflit" est très complexe et à multiples facettes, où il y a "deux versions dans chaque histoire, et chaque récit a certaines affirmations valables et d'autres fausses.

Comme l'explique clairement l'appel lancé par la Campagne palestinienne pour le boycott universitaire et culturel d'Israël, toute activité commune israélo-palestinienne - qu'il s'agisse de films ou des camps d'été - ne peut être acceptable lorsque leur objectif est de mettre fin, de protester et/ou de sensibiliser à l'oppression des Palestiniens. Tout Israélien cherchant à interagir avec les Palestiniens, avec l'objectif clair de solidarité et de les aider à mettre fin à l'oppression, sera accueilli à bras ouverts. Toutefois, la prudence est conseillée lorsque des invitations sont envoyées pour participer à un dialogue entre les "deux côtés" du soi-disant « conflit ».

Toute demande pour un discours "équilibré" sur cette question - quand la devise « il y a deux versions dans chaque histoire » est formulée presque religieusement - est moralement et intellectuellement malhonnête, et ignore le fait que, quand il s'agit d'un cas de colonialisme, d'apartheid et d'oppression, il n'existe pas d'équilibre".

En général, la société de l'opresseur ne renoncera pas à ses privilèges sans pressions. C'est pourquoi la campagne BDS est un important instrument de changement.

Source : <http://electronicintifada.net/>

<http://www.ism-france.org/news/article.php?id=12550&type=analyse&lesujet=>

---

## 2-4 Erika Solomon : Dans une colonie israélienne, des stages antiterroristes... pour touristes.

Proche-Orient Reportage

Une société israélienne spécialisée dans la lutte antiterroriste entraîne des enfants venus du Canada, des États-Unis ou d'Europe à « tuer des Arabes » dans une colonie près de Bethléem.

Sharon Gat, patron de l'entreprise Calibre 3, aide à se maintenir une petite fille qui lui arrive à hauteur de ceinturon. Ils tiennent un fusil presque aussi grand qu'elle. Ils ajustent le tir et ouvrent le feu sur une silhouette de soldat en carton. La fillette fait partie d'un groupe d'Israéliens, d'Européens et d'Américains venus suivre un stage de tir « antiterroriste » en Cisjordanie occupée. « Il est à mon avis important que chaque Juif sache utiliser une arme et se protéger, dit Gat, un réserviste israélien.

Et je ne donnerai ni dans le mensonge ni dans l'hypocrisie - cela me rapporte aussi pas mal d'argent. »

La société de Gat organise en priorité des stages d'entraînement à la lutte antiterroriste et à l'autodéfense pour des firmes de sécurité privées et l'armée israélienne. Le cours de deux heures destiné aux touristes axé sur la sécurité est un ajout récent à son catalogue de ses prestations. Il ne fait pas l'unanimité parmi les Israéliens.

Au champ de tir de Calibre 3, situé dans la colonie de Gush Etzion, près de la ville palestinienne de Bethléem, des volontaires venus d'Israël, du Canada, des États-Unis et de Belgique forment un groupe de 15 clients âgés de 10 à 50 ans. Ils s'exercent avec toutes sortes d'armes, du simple pistolet au fusil de combat M-16.

James, un natif de l'Ohio qui refuse de voir publier son nom de famille, s'est inscrit au stage en rendant visite à des amis en Israël après un voyage d'affaires en Cisjordanie. « Le moment le plus choquant, c'est quand ils nous ont fait crier "terroriste" avant de nous mettre en position de tir », dit-il. James apprécie le cours et le juge sans risque, mais moralement discutable : « Cela peut inculquer aux enfants des convictions racistes. J'ai trouvé triste d'entendre des gamins exprimer un tel racisme. Cela réduit les chances de parvenir à un règlement pacifique de la crise (du Proche-Orient). »

De plus en plus de clients

Dans le groupe qui précédait le sien, James a dit avoir entendu des enfants se vanter auprès de leurs parents d'être capables d'« abattre des Arabes ».

Sharon Gat a inauguré le stage il y a un an et demi, ce qui a fait augmenter de 15 % les revenus de Calibre 3. Un millier de visiteurs sont venus le suivre l'an dernier et il s'attend à ce que leur nombre augmente en 2009. Ce cours, dit Gat, est une version simplifiée du premier mois d'entraînement destiné aux unités antiterroristes de l'armée. Le maître des lieux insiste sur l'essentiel avec sa classe : « Avec un terroriste, je ne veux pas jouer. Je veux le tuer. » Rivka, israélienne de 20 ans, vit à Toronto. Sa famille est venue célébrer la mémoire d'un parent tué dans l'un des avions précipités sur le World Trade Center de New York en 2001. « C'était un militaire et ses enfants sont ici aujourd'hui. C'est une chose qu'ils font pour leur père, en souvenir de lui. »

Pour Rivka, cela s'inscrit dans la réalité israélienne : « Ils grandissent dans ce pays. Ils grandissent avec des

militaires tout autour d'eux. Ils entreront dans l'armée un jour, alors pourquoi ne pas acquérir une expérience positive ? »

Mais le stage ne tourne pas qu'autour des armes, il a aussi pour fonction d'enseigner les « valeurs sionistes », dit Gat. « Dans l'ensemble, les Juifs de l'étranger ne nous ressemblent pas. Ils apprennent à devenir médecins et avocats. Ils donnent l'impression de vouloir gagner de l'argent, mais pas d'être des caractères forts. J'ai pensé qu'il était bien de se tenir près de ceux qui ont livré toutes les guerres et combattu pour Israël. Cela rend fier d'être juif. »

Erika Solomon

(Reuters)

23 août 2009

[http://www.lorientlejour.com/category/International/article/628849/Dans\\_une\\_colonie\\_israelienne%2C\\_des\\_stages\\_antiterroristes...\\_pour\\_touristes.html](http://www.lorientlejour.com/category/International/article/628849/Dans_une_colonie_israelienne%2C_des_stages_antiterroristes..._pour_touristes.html)

---

---

## 2-5 Israël et les Palestiniens s'accusent d'entraves aux pourparlers.

Israéliens et Palestiniens se rejettent la responsabilité du blocage persistant des négociations de paix, au lendemain d'un nouvel appel du président américain Barack Obama en faveur d'une relance coordonnée des pourparlers à bref délai.

Un responsable israélien a dit que les Palestiniens avaient repoussé des appels du président du Conseil Benjamin Netanyahu pour une reprise des discussions gelées depuis huit mois.

"Le gouvernement d'Israël demande depuis des semaines aux Palestiniens de revenir à la table des négociations", a-t-il déclaré. "C'est la partie palestinienne qui empêche ce retour aux pourparlers en posant des conditions sans précédent."

Le négociateur palestinien Saëb Erekat a démenti ces propos en assurant que les Palestiniens ne fixaient pas de nouvelles conditions mais qu'en revanche, les Israéliens se dérobaient à leur obligation de stopper le développement des colonies en Cisjordanie occupée et à Jérusalem-Est.

"Nous ne posons aucune condition. L'arrêt des activités de colonisation et la reprise des négociations sur les statuts définitifs sont des obligations israéliennes et non des conditions palestiniennes", a dit Erekat.

L'impasse dans laquelle se trouve le problème des implantations juives reflète le différend le plus grave affectant les relations israélo-palestiniens depuis dix ans.

Jeudi, le président Obama a de nouveau cherché à débloquer la situation en demandant à Israël, aux Palestiniens et aux Etats arabes d'agir simultanément pour contribuer à relancer le processus de négociation. Il a lancé cet appel lors d'un entretien téléphonique avec le roi Abdallah de Jordanie.

La proposition du chef de la Maison blanche vise à surmonter le désaccord israélo-arabe sur le point de savoir qui doit prendre l'initiative des premiers gestes de conciliation pour remettre sur les rails le processus de paix qu'Obama s'est engagé à redynamiser.

Benjamin Netanyahu a pris ses fonctions au mois de mars en résistant aux pressions du principal allié d'Israël pour l'arrêt de la politique de colonisation et en évitant tout engagement en faveur d'une solution à deux Etats.

Depuis, il a toutefois un peu infléchi sa position pour faire un pas vers Washington.

L'Etat juif a annoncé voici peu qu'il n'avait donné son approbation définitive à aucun nouveau projet de logements en Cisjordanie depuis la mise en place de la coalition de droite de Netanyahu.

Ce dernier doit rencontrer la semaine prochaine à Londres l'émissaire de Barack Obama au Proche-Orient, George Mitchell.

A l'issue d'entretiens avec le président égyptien Hosni Moubarak, le président américain a dit entrevoir cette semaine des signes de progrès sur la question épineuse des constructions de logements israéliens en territoire occupé.

Selon la Maison blanche, les consultations de Mitchell ont pour objectifs de fixer les initiatives à prendre avec les parties concernées et de "préparer le terrain à la reprise des négociations".

Benjamin Netanyahu s'efforce de faire patienter Washington sans s'aliéner les "faucons" de son gouvernement de coalition. Il a interrompu ses vacances cette semaine pour convoquer un ministre de son parti, le Likoud, qui avait qualifié de "virus" les adversaires de gauche de la politique d'implantation juive.

Le ministre des Affaires étrangères Avigdor Lieberman, chef du parti ultranationaliste Yisraël Beiteinu, a quant à lui affirmé cette semaine qu'Israël ne pourrait pas suspendre l'extension des colonies au-delà d'un certain temps, a rapporté Radio Israël.

Le président palestinien Mahmoud Abbas a suspendu les pourparlers de paix avec Israël en décembre dernier, en raison de l'offensive de Tsahal dans la bande de Gaza. Il a déclaré à diverses reprises que les négociations ne pourraient reprendre tant que les constructions de logements ne cessaient pas.

Barack Obama a engagé les pays arabes à faire des ouvertures en direction d'Israël mais ils insistent pour que l'Etat juif fasse le premier pas.

Les dirigeants arabes se réclament d'une initiative de paix présentée en 2002 par la Ligue arabe et proposant de reconnaître Israël en échange de son retrait des territoires occupés en 1967, de la création d'un Etat palestinien et d'une solution "juste" pour les réfugiés palestiniens.

vendredi 21 août 2009,

La Rédaction

<http://www.aloufok.net:80/spip.php?article815>

---

## 2-6 Un rapport des Nations Unies décrit les effets dévastateurs du blocus israélien à Gaza.

Un nouveau rapport des Nations Unies décrit l'impact humanitaire catastrophique du « blocus sans précédent contrôlant toute entrée ou sortie de la bande de Gaza », imposé par Israël depuis deux ans.

Publié en août par le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) de Jérusalem, le rapport détaille la dégradation rapide de la situation de Gaza en termes de moyens de subsistance, de sécurité alimentaire, d'abris, d'approvisionnement en énergie et en eau, et de systèmes d'assainissement.

« Le blocus a « enfermé » 1,5 million de personnes dans l'une des zones les plus densément peuplées du monde, provoquant une longue crise de dignité humaine et des conséquences humanitaires négatives », a indiqué le rapport.

Suite à la prise de pouvoir du Hamas à Gaza en juin 2007, Israël a fermé toutes les frontières du territoire, imposé des restrictions sur les importations et les exportations, et interdit tout voyage depuis ou vers Gaza.

L'offensive militaire d'Israël contre Gaza, qui a pris fin le 18 janvier 2009 après avoir duré 23 jours, ainsi que les conflits internes entre le Fatah et le Hamas, ont aggravé les souffrances de la population, d'après le rapport.

« Blocus » ou « sanctions » ?

Israël conteste l'utilisation du terme « blocus », et déclare que sa politique consiste à s'assurer que la population de Gaza reçoive une aide humanitaire.

« Nous avons imposé des sanctions à la bande de Gaza ; le terme « blocus » est inexact, puisque des dizaines de camions entrent tous les jours sur le territoire, et que les voies d'approvisionnement en eau et en carburants reliant Israël à Gaza ne sont pas coupées », a dit à IRIN Mark Regev, porte-parole du cabinet du Premier ministre israélien.

Sharhabeel al-Zaeem, juriste et consultant à Gaza pour l'agence des Nations Unies pour les réfugiés palestiniens (UNRWA), a indiqué que les sanctions sont en général « approuvées et imposées par le Conseil de sécurité des Nations Unies », et que l'on parle de blocus « lorsqu'une entité bloque les frontières d'une autre entité ; il s'agit d'une violation du droit international. »

Frontières fermées

D'après OCHA, Karni, le point de passage commercial le plus grand et le mieux équipé entre Israël et Gaza, est fermé depuis juin 2007, à l'exception d'un tapis roulant transportant uniquement des céréales.

Sur les quatre autres principaux points de passage, celui de Kerem Shalom est ouvert six jours sur sept et permet le passage limité de produits autorisés, Rafah, situé sur la frontière avec l'Égypte, est ouvert sur une base ad hoc, Nahal Oz est partiellement ouvert cinq jours sur sept, permettant le passage de certains types de carburants, et Erez est ouvert six jours sur sept pour permettre l'entrée des travailleurs humanitaires internationaux ainsi que l'approvisionnement médical et humanitaire.

« Le manque de produits d'importation essentiels, notamment de matières premières, ajouté à l'interdiction des exportations, ont décimé l'activité économique du secteur privé et conduit à la suppression d'environ 120 000 emplois », a indiqué le rapport, ajoutant que près de 75 pour cent des habitants de Gaza sont touchés par l'insécurité alimentaire, en raison d'une forte hausse des prix, de la pauvreté et de la destruction des zones agricoles.

La longueur des procédures de contrôle aux frontières a également retardé l'importation de nombreux produits vitaux, dont certains se sont périmés avant d'entrer sur le territoire. D'après le rapport d'OCHA, on estime que 1 700 containers commerciaux de produits d'importation sont retenus dans des entrepôts de Cisjordanie et d'Israël, ce qui correspond à une perte d'environ 10 millions de dollars.

D'après M. Regev, les conditions imposées par le gouvernement israélien à Gaza pour que les « sanctions » soient levées sont la libération d'un soldat israélien prisonnier, l'arrêt des tirs de roquettes sporadiques visant Israël depuis la bande de Gaza, et l'acceptation par le Hamas de trois principes : renonciation à la violence, reconnaissance d'Israël et respect des accords de paix existants.

« A Gaza, le pouvoir s'enlise dans l'extrémisme religieux, et a déclaré la guerre à Israël », a dit M. Regev. Le gouvernement israélien n'a pas de contact direct avec le gouvernement du Hamas, a-t-il ajouté.

Mahmoud Zahar, l'un des plus anciens dirigeants du Hamas, a dit à IRIN, à Gaza-Ville : « Le gouvernement du Hamas à Gaza a mis fin, depuis janvier 2009, à tous les tirs de roquettes visant Israël. »

(IRIN) (

25 août 2009,

<http://www.aloufok.net/spip.php?article827>

---

## 2-7 Appel à l'arrêt immédiat de la Mission de l'EUBAM-Rafah. (1).

La Mission d'assistance à la Frontière au point de Passage de Rafah de l'Union européenne (EU BAM Rafah), qui n'a aucune légitimité juridique internationale, a été mise en place pour une période d'un an reconductible le 25 novembre 2005 dans le cadre de l'Accord sur l'Accès et le Mouvement (AMA) signé entre l'Autorité Palestinienne et Israël suite à l'application du Plan de Désengagement de Gaza par Israël (août 2005).

L'Accord sur l'Accès et le Mouvement (AMA) qui n'a lui non plus aucune légitimité internationale, était déjà en lui-même une acceptation par l'Autorité Palestinienne de la poursuite de l'occupation de Gaza. En effet, cet accord stipule en termes clairs : « *L'utilisation du passage de Rafah sera limitée aux détenteurs de carte d'identité palestinienne et à d'autres par exception appartenant à des catégories approuvées avec notification préalable au Gouvernement d'Israël (Gol) et accord de la direction de l'Autorité Palestinienne (AP). Le Gouvernement d'Israël répondra dans les 24 heures avec ses objections, s'il y en a, et les raisons de ces objections* »

L'EU BAM Rafah devait permettre une ouverture totale de Gaza vers le monde extérieur en envoyant des observateurs européens, sous contrôle israélien, pour « *veiller à la qualité du contrôle opéré par les douaniers palestiniens sur la circulation des personnes et des marchandises transitant par le terminal ainsi qu'à l'application correcte des standards internationaux.* »

Mais cette mission européenne basée à Ashkelon en Israël, a montré qu'elle était totalement soumise aux diktats d'Israël et qu'elle ne servait qu'à maintenir l'occupation de Gaza pour le compte d'Israël, puisqu'entre le 25 novembre 2005 et le 11 juillet 2007, les observateurs européens n'ont été autorisés à accéder au Passage de Rafah, le poste-frontière entre l'Egypte et la bande de Gaza, que 295 jours sur 595, selon le site internet d'EUBAM Rafah, soit 300 jours de fermeture de la frontière.

Malgré la fermeture hermétique de toutes les frontières de la Bande de Gaza par Israël en juillet 2007, interdisant ainsi même l'entrée des produits de base, des médicaments, du carburant et en coupant l'électricité, un crime de guerre et un crime contre l'humanité selon toutes les conventions internationales, l'Union Européenne a encore prorogé le mandat de l'EUBAM-Rafah jusqu'au 24 novembre 2009 et par ce fait, elle nous rend complice de ce crime de guerre qu'est le blocus de Gaza.

Pourquoi sommes-nous complices dans ce crime de guerre ?

- Parce qu'avec son implication dans le Passage de Rafah, l'Union Européenne est tenue, selon la Convention de Genève, de faire tout ce qu'elle peut pour empêcher les violations de la convention. L'implication continue de l'Union Européenne dans l'Accord sur l'Accès et le Mouvement (AMA) via l'EUBAM-Rafah constitue donc une complicité dans un acte de punition collective et est donc une violation de la Convention de Genève ;

- Parce que la mission de l'EUBAM-Rafah est payée avec l'argent de nos impôts. Rien qu'entre novembre 2005 et mai 2008, cette mission a coûté 14,6 millions d'Euros aux contribuables européens et en 2008, son budget était de 7 millions d'Euros.

- Parce que l'Accord sur l'Accès et le Mouvement (AMA) et l'EUBAM-Rafah ne sont pas basés sur le droit international, qu'il s'agisse de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, de la Quatrième Convention de Genève ou des Résolutions des Nations-Unies ;

- Parce qu'Israël utilise l'Accord sur l'Accès et le Mouvement (AMA) et l'EUBAM-Rafah pour poursuivre son occupation de Gaza, maintenir près d'1,5 millions de Palestiniens dans une prison à ciel ouvert et empêcher sa souveraineté et son développement économique ;

- Parce que l'Egypte utilise l'implication de l'Union Européenne dans l'Accord sur l'Accès et le Mouvement (AMA) et l'EUBAM-Rafah comme prétexte à la fermeture du Passage de Rafah et s'absout ainsi de toute complicité dans ce crime de guerre qu'est le blocus qu'elle impose aussi à Gaza.

Quoi faire ?

- Ecrivez à votre député européen et demandez-lui de soulever cette question urgente lors de la prochaine session au Parlement Européen.

- Ecrivez à :

. Marc Otte, envoyé spécial de l'Union Européenne au Moyen-Orient pour le Processus de Paix,

. Nigel Milverton, porte-parole de l'EUBAM-Rafah,

. et à Robert H. Serry, coordonnateur spécial des Nations-Unies pour le Processus de Paix au Moyen-Orient, à l'UNSCO,

et Demandez à l'Union Européenne de se désengager de l'Accord sur l'Accès et le Mouvement (AMA) et d'annuler immédiatement la mission de l'EUBAM-Rafah

N'oubliez pas de mettre en copie, l'Ambassade d'Egypte dans votre pays et votre député européen.

(1) EUBAM-Rafah : Mission d'assistance à la Frontière au point de Passage de Rafah de l'Union européenne 17-08

<http://www.eubam-rafah.eu/portal/en/node/9>

<http://www.ism-france.org/news/article.php?id=12527&type=campagne&lesujet=Actions>

---

## 2-8 Frank Weil-Rabaud : Conversations diplomatiques sur la colonisation.

Le Premier ministre israélien est arrivé à Londres. Mardi, Benyamin Netanyahu doit s'entretenir avec son homologue Gordon Brown. Mais c'est surtout sa rencontre mercredi avec l'émissaire américain pour le Proche-Orient George Mitchell qui retient l'attention. Les deux hommes doivent évoquer la demande répétée du gouvernement américain de voir Israël geler toute colonisation en Cisjordanie occupée et dans la partie orientale de Jérusalem.

Quelque 285 000 Israéliens vivaient, à la fin de l'année 2008, dans les 121 colonies disséminées en Cisjordanie occupée. C'est le chiffre que donne en tout cas l'organisation pacifiste israélienne La Paix Maintenant qui note une croissance de cette population de 3,5% par rapport à 2007.. Pour les six premiers mois de l'année en cours, Yariv Oppenheimer, le secrétaire général de La Paix Maintenant affirme que " *600 nouveaux logements ont été construits. C'est pour cette raison que nous attendons de voir la réalité sur le terrain pour juger si le gouvernement tient sa promesse de geler tous les appels d'offres jusqu'au début de l'année prochaine* ".

C'est en effet cet engagement qu'a pris la semaine dernière le Premier ministre israélien pour tenter de faire taire les critiques de plus en plus vives de son allié américain. Le président Barack Obama, en marge d'une rencontre mardi dernier avec son homologue égyptien Hosni Moubarak, a estimé que la décision du chef du gouvernement israélien " *constitue un pas dans la bonne direction* ". Un pas seulement dans la mesure où cette suspension des appels d'offres ne concerne pas les projets privés. Surtout, les colons disposent d'ores et déjà d'autorisations accordées par les précédents gouvernements.

Dans son dernier rapport, La Paix Maintenant souligne que la plupart des constructions récentes l'ont été sur la base de permis délivrés il y a parfois plus de 20 ans. Côté palestinien, le bureau chargé des négociations au sein de l'Organisation de libération de la Palestine souligne ce mois-ci, sur son [site internet](#), que " *pour les seuls 18 mois qui ont suivi la conférence organisée en novembre 2007 à Annapolis, le gouvernement israélien a lancé 2 300 appels d'offres pour de nouvelles constructions dans les colonies et délivré plus de 2 200 permis de construire. Cela signifie que le nombre de colons pourraient augmenter de 20 000 dans les prochaines années, même si le gouvernement israélien gèle ses appels d'offres à l'avenir* ".

### **Rendre impossible l'existence d'un Etat palestinien**

Depuis le début du contentieux avec l'administration américaine, le gouvernement israélien affirme que les autorisations accordées pour la construction de nouveaux logements ne font que répondre à l'accroissement naturel au sein des colonies existantes. Mais de nombreux projets soulignent la volonté du cabinet dirigé par Benyamin Netanyahu de rendre sur le terrain l'hypothèse d'un futur Etat palestinien viable et indépendant de plus en plus hypothétique. Le cas le plus emblématique concerne la zone dite E 1, située entre la partie orientale et occupée de Jérusalem et la colonie de Maale Adoumim, l'une des plus importantes de Cisjordanie avec quelque 30 000 habitants.

Au début de cette année, les autorités israéliennes avaient dévoilé des projets de construction destinés à assurer une liaison entre ces deux zones occupées. Avec comme conséquence future, l'absence de contiguïté territoriale entre Ramallah et Jérusalem-Est dont les Palestiniens veulent faire la capitale de leur futur Etat. Sous la pression américaine, le projet a été gelé mais il est loin d'être

abandonné. En février dernier, le ministre de la Défense travailliste, Ehud Barak, avait ainsi affirmé que " *Maale Adoumim est inséparable de Jérusalem et de l'Etat d'Israël* ".

### **L'avenir de Jérusalem**

Si le sort de certaines colonies de Cisjordanie occupée pourrait être discuté dans le cadre d'une reprise éventuelle des négociations avec les Palestiniens, le gouvernement israélien refuse en revanche toute discussion sur le statut de Jérusalem. Fort du soutien, selon un récent sondage, de 60% des Israéliens interrogés selon qui " *la colonisation doit se poursuivre à Jérusalem-Est* ", Benyamin Netanyahu a résumé mi-juillet sa position sur le sujet en affirmant que " *nous n'acceptons pas que des Juifs n'aient pas le droit de vivre et de construire où que ce soit à Jérusalem-Est* ".

Cette déclaration de Benyamin Netanyahu est intervenue au cœur d'une nouvelle polémique concernant l'annonce, par un milliardaire juif américain, de financer une vingtaine de logements sur le site d'un ancien hôtel situé dans la partie orientale de la ville sainte. L'affaire est emblématique dans la mesure où le Shepherd hôtel abritait, jusqu'à la conquête de Jérusalem-Est par Israël en 1967, le quartier général du grand mufti de la ville, Hadj Amin Al-Husseini. Le bâtiment de quatre étages a été racheté dans les années 80 par le milliardaire Irving Moskowitz qui n'a cessé de financer ces dernières années les partisans de la colonisation juive dans la partie palestinienne de Jérusalem. Mais ce n'est qu'en juillet dernier que la municipalité de la ville, dirigée depuis peu par Nir Barkat, un membre du Likoud, le parti du Premier ministre, que les premiers permis de construire ont été accordés.

### **L'ambassadeur convoqué**

Le gouvernement américain a immédiatement fait part de son mécontentement en convoquant au département d'Etat l'ambassadeur d'Israël aux Etats-Unis, Michaël Oren.

De son côté, la Grande-Bretagne s'est inquiétée du fait que ces logements prévus pour des colons israéliens jouxteraient leur consulat général à Jérusalem-Est. Ces critiques internationales ont provoqué une réaction d'une rare virulence du chef de file spirituel du parti orthodoxe Shas. Ovadia Sofer, ancien grand rabbin sépharade d'Israël, s'est interrogé pour savoir " *de quel droit ils nous disent : ici on construit, ici on ne construit pas, nous ne sommes pas leurs esclaves* ".

Lors de sa rencontre mercredi avec George Mitchell, le Premier ministre israélien devrait donc réitérer le refus de son gouvernement de transiger sur la souveraineté israélienne à Jérusalem. Une intransigeance qui laisse peu de place pour une reprise des négociations politiques avec l'Autorité palestinienne. L'arrêt total de la colonisation, en Cisjordanie occupée comme à Jérusalem-Est, est en effet la principale exigence des Palestiniens pour reprendre les négociations. Benyamin Netanyahu rappelle que les autorités israéliennes s'y étaient engagées en approuvant la feuille de route, un plan élaboré en 2003 par les Etats-Unis, la Russie, l'Union européenne et les Nations unies. Plan resté depuis lettre morte alors que la colonisation, elle, n'a cessé de se poursuivre.

Frank Weil-Rabaud

Article publié le 24/08/2009 Dernière mise à jour le 25/08/2009

[http://www.rfi.fr/actufr/articles/116/article\\_83980.asp](http://www.rfi.fr/actufr/articles/116/article_83980.asp)

---

## **2-9 Mauro Manno : Lettre d'un historien Italien à son Président.**

Il se trouve que je suis chercheur en histoire du [sionisme](#). C'est donc sur la base de mes études sur cette idéologie [politique](#) que je vous écris. Je vous rappelle quelques faits : le premier de tous est la collaboration des sionistes (de droite et de gauche) avec les antisémites, avec le fascisme et le [nazisme](#). Il s'est agi d'une collaboration longue et extrêmement dommageable pour les Juifs non sionistes (qui étaient alors la très grande majorité). Pour incroyable que cela paraisse, la collaboration des sionistes avec les fascistes, les nazis et les antisémites, historiquement documentée, se fondait sur une logique d'échange criminelle aux dépens des Juifs. Les sionistes ont appuyé les régimes fascistes et antisémites avant et pendant la seconde guerre mondiale, demandant en échange de leur permettre d'amener les Juifs en [Palestine](#) pour réaliser leur projet colonial. Les Juifs qui n'acceptaient pas d'émigrer en Palestine ont été abandonnés à leur destin. Les antisémites étaient bien contents de se libérer des Juifs de cette manière. Il n'est pas vrai que les antisémites sont des antisionistes

comme vous le soutenez mais c'est le contraire, exactement. Vous ne mettez pas en doute, j'espère, les mots de l'écrivain israélien Yehoshua qui a déclaré il y a quelques années :

« Les gentils ont toujours encouragé le sionisme, en espérant qu'il aurait aidé à se libérer des Juifs qui vivaient parmi eux. Aujourd'hui aussi, de façon perverse, un véritable antisémite doit être un sioniste ».

L'écrivain israélien oublie cependant de dire que même les sionistes, de façon perverse, ont encouragé les antisémites afin qu'ils éloignent les Juifs de leurs pays et les remettent aux activistes sionistes prêts à les emmener dans les colonies en Palestine. Un véritable sioniste est un ami des antisémites.

Cet aspect honteux de l'histoire du sionisme débute avec son fondateur même, Theodor Herzl. En août 1903, Herzl se rendit en Russie tsariste pour une série de rencontres avec le Conte Von Plehve, ministre antisémite du tsar Nicolas II, et Witte, ministre des Finances. Les rencontres eurent lieu moins de 4 mois après l'horrible pogrom de Kichinev, dont était directement responsable Von Plehve. Herzl propose une alliance, fondée sur le désir commun de faire sortir la plus grande partie des Juifs russes de Russie et, à plus brève échéance, d'éloigner les Juifs russes du mouvement socialiste et communiste. Au début de la première rencontre (le 8 août), Von Plehve déclara qu'il se considérait comme « un ardent soutien du sionisme ». Quand Herzl commença à décrire l'objectif du sionisme, le Conte l'interrompit en affirmant : « Vous parlez à un converti ». Dans une rencontre ultérieure avec Witte, le fondateur du sionisme s'entendit déclarer ouvertement par celui-ci : « J'avais l'habitude de dire au pauvre empereur Alexandre III : « s'il était possible de noyer dans la Mer Noire six ou sept millions de Juifs, j'en serais parfaitement satisfait ; mais ce n'est pas possible : alors nous devons les laisser vivre ». Et quand Herzl dit espérer quelque encouragement du gouvernement russe, Witte répondit : « Mais, nous, nous donnons aux Juifs les encouragements à partir, par exemple des coups de pieds au derrière ».

Le résultat des rencontres fut la promesse de Von Plehve et du gouvernement russe d'« un appui moral et matériel au sionisme le jour où certaines de ses actions pratiques serviraient à réduire la population juive en Russie ». « Si nous (sionistes) - disait Jacob Klatzkin - n'admettons pas que les autres aient le droit d'être antisémites, alors nous nous refusons à nous-même le droit d'être nationalistes. Si notre peuple mérite et désire vivre sa propre vie nationale, il est naturel qu'il se sente un corps étranger obligé de vivre dans les nations parmi lesquelles il vit, un corps étranger qui insiste pour avoir son identité propre et distincte, et que, pour cela, il est contraint de réduire la sphère de sa propre existence. Il est juste, donc, qu'eux (les antisémites) luttent contre nous pour leur propre intégrité nationale. Au lieu de construire des organisations pour défendre les Juifs des antisémites qui veulent limiter nos droits, nous devons, nous, construire des organisations pour défendre les Juifs de nos amis qui désirent défendre nos droits ».

Ces mots, et l'attitude en conséquence des sionistes, ont à coup sûr donné de précieux arguments aux Nazis qui soutenaient justement que les Juifs étaient une nation étrangère à l'intérieur de leur nation.

« Pour les sionistes - affirmait sans vergogne Harry Sacher, un sioniste anglais - l'ennemi est le libéralisme ; celui-ci est l'ennemi pour le nazisme ; donc, le sionisme devrait avoir beaucoup de sympathie et de compréhension pour le nazisme, dont l'antisémitisme devrait probablement être un aspect passager ».

Ce n'est pas seulement de l'aveuglement politique, c'est de la collaboration criminelle avec l'ennemi des Juifs. Et vous, Président, vous voulez fermer les yeux sur cet aspect de l'histoire du sionisme ? Je vous rappelle ensuite que les nazis répondaient très positivement aux offres des sionistes comme le montre ce passage d'une de leurs circulaires :

« Les membres des organisations sionistes, étant donné leurs activités dirigées vers l'émigration en Palestine, ne doivent pas être traités avec la même vigueur qui est par contre nécessaire envers des membres des organisations juives allemandes (c'est-à-dire les assimilationnistes) ».

Et Reinhardt Heyndrich, chef des Services Secrets de la SS déclarait :

« Le moment ne peut plus être loin, désormais, où la Palestine sera de nouveau en mesure d'accueillir ses fils qu'elle avait perdus depuis plus de mille ans. Que nos bons vœux et notre bienveillance officielle les accompagnent ».

La colonisation de la Palestine était bien vue par les Nazis. Entre colonialistes, on s'entend. Ceci pour vous rappeler que les Nazis, avec l'aide consciente des sionistes, n'ont touché que les Juifs qui entendaient vivre dans les pays dans lesquels ils étaient nés et ne voulaient pas se rendre responsables de l'occupation de la Palestine et de l'inévitable chasse aux Palestiniens qui s'ensuivrait. Ces victimes juives n'étaient pas sionistes, tout au plus étaient-elles assimilationnistes ou antisionistes. Après l'Holocauste, l'Occident n'a rien fait d'autre que récompenser les sionistes en leur remettant la terre des Palestiniens, et en faisant payer à qui n'avait commis aucune faute, le prix élevé de l'extermination des Juifs qui était advenue par la responsabilité directe de certains pays européens et par la veulerie de certains autres, ainsi que par la folie du plan sioniste. La collaboration entre sionistes et Nazis a été possible aussi, au-delà de l'aspect pratique de la volonté commune d'amener les Juifs en Palestine, parce que l'idéologie sioniste et celle nazie avaient un point en commun, comme le reconnaît le sioniste juif Prinz :

« Un état construit sur le principe de la pureté de la nation et de la race (c'est-à-dire l'Allemagne nazie) ne peut qu'avoir du respect pour ces Juifs qui se voient eux même de la même manière ».

Ce même personnage se rendait compte de la situation paradoxale qui survenait, et admettait :

« Pour les sionistes c'était très malaisé d'opérer. C'était moralement embarrassant d'avoir l'air d'être considérés comme les fils préférés du gouvernement nazi, en particulier justement au moment où il liquidait les groupes de jeunesse (Juifs) antisionistes, et semblait favoriser par d'autres voies les sionistes. Les Nazis demandaient « un comportement sioniste de façon plus cohérente ».

Et cependant la collaboration continua. Ce fut une collaboration multiforme que je reconstruis dans mon essai

« La natura del sionismo ».

Je veux vous rappeler, pour terminer, l'invitation de Dav Joseph, chef de district de l'Agence Juive, qui, à la fin de l'année 1944, quand les Juifs mouraient par centaines de milliers dans les camps, parlant aux journalistes sionistes en Palestine qui étaient préoccupés par les nouvelles des massacres, les mit en garde contre : « la publication de données qui exagèrent le nombre des victimes juives, parce que si nous annonçons que des millions de Juifs ont été massacrés par les Nazis, ils nous demanderont ensuite, avec raison, où sont les millions de Juifs pour lesquels nous revendiquons une patrie quand la guerre sera finie ».

Ceci peut suffire, mais j'ai la hardiesse, Monsieur le Président, de vous conseiller d'approfondir l'argument. L'histoire du sionisme est une histoire criminelle, il n'est donc pas surprenant que les sionistes et l'Etat sioniste continuent à traiter les Palestiniens de façon si barbare. Mais ma préoccupation va au-delà de la très triste situation du peuple palestinien que tout le monde semble oublier.

Sincèrement, Monsieur le Président, voulons-nous finir comme les Etats-Unis en Irak ? Aujourd'hui, des personnages importants aux Usa comme l'ex président Jimmy Carter, ou les chercheurs universitaires Mersheimer et Walt, s'efforcent d'ouvrir les yeux à leurs compatriotes sur les conséquences de cette politique extérieure aveugle, élaborée à Tel-Aviv et dans les cercles des néo-conservateurs sionistes de Washington, que les Etats-Unis conduisent au Moyen-Orient. Croyez-vous que la guerre en Irak ait été faite en raison des armes de destruction de masse de Saddam Hussein ? Pour la menace que l'Irak représentait pour l'Occident ? Pour l'exportation de la démocratie ? Pour les intérêts pétroliers étasuniens ? Beaucoup de gens soutiennent cette dernière hypothèse (les autres se sont misérablement écroulées). Mais le pétrole ne s'achète-t-il pas sur le marché ? Et puis, à combien reviendrait-il si nous devons faire une guerre à chaque pays producteur ?

Monsieur le Président,

la guerre a été faite pour éliminer un rival possible d'Israël, et pour consolider la domination sioniste au Moyen-Orient. Maintenant Tel-Aviv invite l'Occident à détruire l'Iran, et achète tout le monde en faisant comprendre que si nous ne le faisons pas, nous, ce sera justement Israël qui le fera. Comment ? En envahissant l'Iran ? Non, Président, nous savons tous qu'Israël aurait recours aux armes nucléaires.

Les étasuniens sont en train de réaliser, à leurs dépens, ce que veut dire s'être laissé embourber dans une guerre absurde en Irak pour les intérêts d'Israël. Voulons-nous vraiment nous laisser entraîner dans la guerre nucléaire contre l'Iran ? Prenez exemple sur l'ex président Carter et dénoncez l'Apartheid d'Israël. Si vous ne voulez pas le faire vous-même, laissez quelqu'un d'autre, pour le bien de l'humanité, des Juifs et des Palestiniens, continuer à dénoncer le sionisme et se battre pour un Etat unique, démocratique, pacifique en Palestine, pour tous ses habitants, en n'excluant personne.

Monsieur le Président,

Vous ne vous souviendrez pas de moi, et pourtant nous nous sommes rencontrés et nous nous sommes parlé. Ce fut en de tristes circonstances. Il y a quelques années, à l'aéroport de Fiumicino. Vous, représentant votre parti, vous veniez apporter votre solidarité à ma sœur Marisa qui, près avoir participé à une manifestation pacifiste à Jérusalem, uniquement parce qu'elle regardait, de derrière la vitre de son hôtel, les policiers israéliens qui massacraient un enfant Palestinien dans la rue, perdit un œil quand, d'un canon à eau portant l'étoile de David, on tira un jet si violent qu'il brisa la vitre et lui envoya un éclat de verre dans l'œil. Vous veniez alors apporter vos salutations à ma sœur qui avait payé pour défendre les droits et la dignité des Palestiniens. Aujourd'hui avec votre déclaration inacceptable, vous accusez les antisionistes dont nombre d'entre eux sont Juifs, qui se battent pour un Etat démocratique en Palestine, en les mettant dans le même cloaque que les antisémites.

Je crois, Monsieur le Président, que les sionistes sont arrivés à vous faire pire encore que ce qu'ils ont fait à ma sœur. Chez vous, ils sont arrivés à aveugler non pas un mais les deux yeux !

Salutations distinguées.

Mauro Manno

Notes :

(1) Jewish Chronicle, 22 January 1982.

(2) Maxime Rodinson, Peuple juif ou problème juif ? Parigi, Petite collection Maspero, 1981, pp. 174-75.

(3) Maxime Rodinson, Peuple juif ou problème juif ? cit. p. 174.

(4) Jacob Klatzkin, (1925), quoted in Jacob Agus, The Meaning of Jewish History, in Jewish Encyclopedia, vol II, p. 425.

(5) Harry Sacher, Jewish Review, September 1932, p. 104, London.

(6) Memo from the Bavarian Gestapo addressed to the Bavarian police, 23 January, 1935, published in Kurt Grossman's Zionists and Non-Zionists under Nazi Rule in the 1930's, Herzl Yearbook, vol VI, p. 340.

(7) Reinhardt Heyndrich, SS secret services' chief, The Visible Enemy, article issued in Das Schwarze Korps, SS's official organ, May 1935.

(8) Joachim Prinz, (1936), quoted in Benyamin Matuvo's The Zionist Wish and the Nazi Deed, Issues, (1966/67), p. 12.

(9) Joachim Prinz, Zionism under the Nazi Government, in Young Zionist, London, November 1937, p. 18.

(10) Zionism's Nature, supplement to the issue 56, November 2006, by Aginform.

(11) Yoav Gelber, Zionist Policy and the Fate of European Jewry, p. 195.

[http://www.lepost.fr/article/2009/08/30/1674964\\_collaboration-entre-sionisme-et-nazisme.html](http://www.lepost.fr/article/2009/08/30/1674964_collaboration-entre-sionisme-et-nazisme.html)

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

### 3-1 Amira Al Karem- de Gaza, à la Cour Pénale Internationale de la Haye.

Chères amies, Chers amis,

Une bonne nouvelle pour démarrer la rentrée sur un acte fort : Nous allons accompagner la jeune Amira de Gaza, à la Cour Pénale Internationale de la Haye, auprès de laquelle elle déposera plainte pour crime de guerre et crime contre l'humanité, le lundi 31 août prochain.

Vous vous le rappelez sûrement. Amira, âgée de 14 ans au moment des faits, est une rescapée de tirs de missiles israéliens qui l'ont visée, ainsi que son père, son frère et sa soeur, dans le quartier de Tal Al Hawa, le 14 janvier lors des massacres de Gaza .Elle a perdu sa famille sous yeux, a été blessée à la jambe et s'est vu refuser à plusieurs reprises par les autorités israéliennes la possibilité de se faire opérer à l'étranger. En France depuis la fin juillet, pour une nouvelle intervention chirurgicale et pour une rééducation, elle a décidé de déposer plainte contre Israël auprès du tribunal de la Haye.

Un collectif d'avocats, les médecins qui l'ont soignée, des journalistes, et tous les sympathisants qui peuvent se rendre disponibles, prendront le car avec elle, lundi prochain 31 août, pour l'escorter jusqu'au tribunal et souligner la force et la symbolique de cette démarche, qui est une première.

Merci à tous ceux qui souhaitent se joindre à ce groupe et avoir davantage de détails sur l'organisation de cette journée, de nous contacter le plus rapidement possible.

Olivia Zemor

CAPJPO-EuroPalestine du 23/8/

---

### 3-2 Amira AL KAREM, déposera plainte le 31 août prochain devant la Cour Pénale Internationale à LA HAYE.

ISM FRANCE"

Chers amis,

Vous trouverez ci-dessous un message du Docteur Salem, médecin palestinien soignant Amira Al Karem à Lille, message relayé par Gilles Devers, avocat à Lyon et rédacteur de la plainte à la CPI, en janvier 2009, qui a été déposée par un groupe d'avocats et 400 ONG pour crime de guerre et crime contre l'humanité par Israël dans son attaque contre Gaza.

Le message et les plaintes vous exposeront tout le processus en cours, depuis plusieurs mois.

voir : <http://www.ism-france.org/news/article.php?id=12561&type=communiqu> ainsi que le récit d'Amira à :

<http://www.ism-france.org/news/article.php?id=11200&type=temoignage&lesujet=Enfants>

Pour aider Amira dans sa démarche courageuse, le plus large soutien est nécessaire ; faites suivre ces textes s'il vous plaît,

Pour ceux qui désireraient accompagner Amira à La Haye, contactez le Dr Mohamed Salem au : 06 85 87 89 55

#### COMMUNIQUE DE PRESSE

Amira AL KAREM, enfant palestinienne âgée de 15 ans, déposera plainte le 31 août prochain devant la Cour Pénale Internationale à LA HAYE (Pays-Bas).

Le mercredi 14 janvier 2009, lors de l'opération militaire israélienne « Plomb durci » dirigée contre la population de la bande de GAZA, Amira a été directement visée par les tirs des chars israéliens qui avaient envahi le quartier de Tal Al Hawa où elle réside.

Son père, son frère de 13 ans et sa soeur de 15 ans ont été tués par l'armée israélienne alors qu'ils se trouvaient à proximité de la maison familiale.

Grièvement blessée à la jambe droite, elle a miraculeusement survécu à ses blessures, au froid à la faim et à la soif pendant plus de 60 heures, jusqu'à ce qu'elle soit découverte samedi 17 janvier par le journaliste dans la maison duquel elle s'était réfugiée.

Elle a été soignée à l'hôpital Shifa par une équipe de médecins français, qui ont organisé sa prise en charge en France.

Après avoir été refoulée plusieurs fois au passage de RAFAH, elle a finalement pu rejoindre la France où elle suit un traitement. Amira AL KAREM est déterminée à obtenir justice.

Son histoire est emblématique de l'attaque subie par les civils et notamment les enfants - lors de l'opération « Plomb durci » de décembre et janvier derniers, où 1400 palestiniens ont été tués, dont 300 enfants (rapport d'Amnesty International du 2 juillet 2009).

Les faits subis par Amira illustrent l'utilisation par Israël contre des civils d'armes conçues pour les champs de bataille et s'inscrivent dans une offensive délibérément lancée contre la population civile palestinienne.

Les actes dont elle a été victime sont constitutifs de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité au sens du statut de la Cour Pénale Internationale.

Le 31 août prochain, Amira AL KAREM se rendra personnellement à la Cour Pénale Internationale, pour y déposer la première plainte d'une victime de l'opération israélienne « Plomb durci ».

Elle sera assistée par ses avocats, et soutenue par ses médecins. Une conférence de presse sera donnée à cette occasion à 14 heures à La Haye

Contacts :

- Dr Mohamed Salem : 06 85 87 89 55

- Me Gilles Devers : 06 14 26 31 69

<http://www.ism-france.org>

ou

<http://www.ism-suisse.org>

---

---

### 3-3 Jean-Marie : Je suis trop dur ou j'appelle simplement un chat, un chat ?

Après lecture de [http://www.alterinfo.net/Boycottez-Israel!-Un-Israelien-en-est-arrive-a-la-conclusion,-quand-bien-meme-serait-elle-douloureuse,-que-le-boycott\\_a35918.html?preaction=nl&id=8314289&idnl=54201&#last\\_comment](http://www.alterinfo.net/Boycottez-Israel!-Un-Israelien-en-est-arrive-a-la-conclusion,-quand-bien-meme-serait-elle-douloureuse,-que-le-boycott_a35918.html?preaction=nl&id=8314289&idnl=54201&#last_comment)

Certes un vrai boycott massif peut faire du mal.

Mais avant tout, il faut faire connaître à un maximum de « gens bien » désinformés l'illégitimité congénitale et néonatale de l'entité sioniste.

S'attaquer à la racine du mal : l'idéologie fanatique saupoudrée de religion d'une minorité de "Juifs" des années 1925-1950 ayant attiré, avec des mensonges, de la chair à canon, de l'huile de coude et des reproducteurs pour la croissance démographique"juive"

Ce Neve Gordon (descendant de Sujets du roitelet David ou des sujets du roi Bulan de Khazarie au VIII<sup>e</sup> siècle de notre ère ?) n'a pas l'air d'être gêné par l'inadéquation totale entre la RECOMMANDATION 181 de l'ONU et la réalité le jour de l'admission de l'entité sioniste à l'ONU le 11 Mai 1949. Il n'a pas l'air de penser qu'il faut que les sionistes rendent, hélas pas les vies, mais au moins TOUS les vols

De quels droits refuser le retour ou l'arrivée comme descendants de TOUS les Palestiniens qui le voudront. Ce n'est pas une citoyenneté israélienne qu'il faut accorder aux Palestiniens mais une citoyenneté et nationalité palestiniennes aux « Juifs » et supposés tels. C'est pour cela qu'il faut boycotter

Contrairement à ce qu'il écrit, l'éthique de ce monsieur est plus que douteuse et la suivre serait dangereuse.

Depuis peu, la moitié des Juifs vit hors de Palestine et ne s'en porte pas plus mal. Et avant la proportion n'était pas en faveur des sionistes israéliens qui ont accepté tout et n'importe qui pour faire nombre. Une partie de ceux qu'il compte comme Israéliens juifs ne le sont pas (les Slaves d'après le mur en particulier) et une partie des Israéliens juifs (20 % vivant en dessous du seuil de pauvreté) est prisonnière de l'entité sioniste et n'a plus le sou pour retourner dans le pays de ses aïeux.

On s'est très mal battu en ne faisant pas prioritairement porter nos efforts sur l'information internationale à propos de l'illégitimité congénitale et néonatale de l'entité sioniste.

Pour se donner bonne conscience et faire taire leur sentiment d'impuissance, certains vont là-bas. Mais c'est mettre des cataplasmes sur une toute petite partie de deux jambes totalement gangrenées. C'est soutenir le faible espoir d'une petite fraction des Palestiniens patriotes. Combien de Palestiniens n'ont, sinon vu, jamais parlé à un « international » ?

On s'est très mal battu en ne faisant pas prioritairement porter nos efforts sur l'information internationale à propos de l'illégitimité congénitale et néonatale de l'entité sioniste.

Pour se donner bonne conscience et faire taire leur sentiment d'impuissance, certains vont là-bas. Mais c'est mettre des cataplasmes sur une toute petite partie de deux jambes totalement gangrenées. C'est soutenir le faible espoir d'une petite fraction des Palestiniens patriotes. Combien de Palestiniens n'ont, sinon vu, jamais parlé à un « international » ?

Eclairez mon jugement SVP.

Démontrez moi mon erreur, SVP

Modestement

Jean-Marie

---

---

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19